

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1116

7 mai 2008

SOMMAIRE

AGEFI Luxembourg - Le Journal Financier de Luxembourg	53528	HRK Invest	53534
AIG Multilabel Sicav	53532	Immobilier Logistik	53526
AIG Sicav	53530	Immobilière Orion S.A.	53529
Altralux S.A.	53565	Immo-Euro S.A.	53524
Avant Invest S.A.	53566	Imprenex Luxembourg S.A.	53533
Axa World Funds	53534	Imprimerie de Wiltz SA	53522
Axa World Funds	53538	International Wave Holding	53531
Axa World Funds	53534	Klynveld Peat Marwick Goerdeler	53565
BPER International Sicav	53524	KPMG Peat Marwick (Luxembourg) S.à r.l.	53564
Camberley Holdings S.A.	53528	Life One	53567
Carmeuse Holding S.A.	53523	Lokris S.à r.l.	53568
Carmeuse Holding S.A.	53523	Maristeph S.A.	53567
CCR Funds	53556	McKesson International S.à.r.l.	53566
C.D.G. Participations S.A.	53525	Meandre S.A.	53532
Ceramex	53522	Merrill Lynch Institutional FCP	53556
Chronos S.A.	53531	Nifrac Finance S.A.	53529
CMPI Holding S.A.	53533	Nikko Global Umbrella Fund	53527
Compagnie Informatique Luxembourgeoise S.à r.l.	53565	Pan-Holding	53523
Costamar Finances Holding	53522	Peony S.A.	53526
Eden 1 S.à r.l.	53557	Rodabelvue S.A.	53533
Euro Prudence F.T. UNITB	53556	Sella Capital Management	53530
Familyfond S.A.	53532	Sonae Sierra Brazil B.V.	53568
Fidenes S.A.	53530	TF International Fund	53527
Fideuram Multimanager Fund	53556	Tourist Investments S.A.	53525
Firad S.A.	53529	Valiance Infrastructure Management Company S.A.	53538
Hall Luxembourg Walt S.à r.l.	53567	Varama Investment S.A.	53526
Hanff Frères Luxembourg S.à r.l.	53557	Weatherford Investment (Luxembourg) Sàrl	53568
Hibiscus S.A.	53525	Zamial Invest S.A.	53528
HRK Invest	53534		

Ceramex, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 89.606.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 28 mai 2008 au siège social 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports de l'administrateur et du commissaire aux comptes sur l'exercice 2007.
2. Approbation des comptes annuels au 31.12.2007.
3. Décision de reporter la perte de l'exercice 2007.
4. Décharge aux organes de la société pour l'exercice de leurs mandats en 2007.
5. Renouvellement du mandat de l'administrateur et du commissaire aux comptes pour une durée à fixer.
6. Divers.

Les actionnaires seront tenus de déposer leurs titres justificatifs d'actions au porteur auprès d'une banque et d'en aviser la société trois jours ouvrables avant la date de l'assemblée.

L'administrateur unique.

Référence de publication: 2008052076/20.

Imprimerie de Wiltz SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9530 Wiltz, 20, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 91.518.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra vendredi le 30 mai 2008 à 16.00 heures à Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire.
2. Examen et approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 2007.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner au conseil d'administration et au commissaire.
5. Divers.

Pour pouvoir prendre part à cette assemblée, les actionnaires sont priés de se conformer à l'article vingt-neuf des statuts.

Wiltz, le 7 mai 2008.

Le conseil d'administration .

Référence de publication: 2008054332/19.

Costamar Finances Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 69.792.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 26 mai 2008 à 14.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision et délibération conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008055831/755/20.

Carmeuse Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 114.218.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 23 mai 2008 à 9.45 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Modification du titre accordé au délégué du Conseil d'Administration;
2. Modification de l'article 11 des statuts;
3. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008055829/322/14.

Carmeuse Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 114.218.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 23 mai 2008 à 10.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur aux Comptes;
2. Approbation des Etats Financiers au 31/12/2007;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux Administrateurs;
5. Décharge au Réviseur aux Comptes;
6. Démissions / Nominations;
7. Divers;
8. Clôture.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008055830/322/19.

Pan-Holding, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 7.023.

Les actionnaires de Pan-Holding sont convoqués à

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

prorogée qui se tiendra le vendredi 23 mai 2008 à 15.00 heures, au siège social de la Société, 7, Place du Théâtre, Luxembourg.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale prorogée est le même que celui de l'Assemblée Générale convoquée pour le 29 avril 2008 :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration; approbation des situations financières et des comptes au 31 décembre 2007.
2. Affectation des résultats de l'exercice, fixation du dividende et date de mise en paiement.
3. Décharge à donner aux Administrateurs.
4. Conseil d'Administration:
 - a - Réélection d'Administrateurs ;
 - b - Révocation avec effet immédiat de Monsieur Alain PHILIPPE comme Administrateur ;

c - Désignation avec effet immédiat de Madame Béatrice PHILIPPE et de Monsieur Jacques B. VAYSSE comme nouveaux Administrateurs.

5. Fixation de la rémunération du Conseil pour l'exercice 2007.
6. Réélection du Réviseur d'Entreprises.
7. Divers.

Les procurations et les certificats d'immobilisation des titres au porteur reçus au siège social de Pan-Holding pour l'Assemblée Générale du 29 avril 2008 restent valables pour l'Assemblée Générale du 23 mai 2008.

Pour être admis à l'Assemblée Générale, les titulaires d'actions nominatives ou au porteur devront informer la Société de leur intention d'y assister avant le 18 mai 2008.

Afin d'éviter tout doute, les avoirs de Pan-Holding continuent à être gérés par son gestionnaire financier, la Société d'Analyses Economiques et Financières (SAEF), dont le Président Directeur Général est Alain PHILIPPE.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2008057028/1987/31.

Immo-Euro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 74.211.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 28, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 28 mai 2008 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2007,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2008055832/657/17.

BPER International Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 61.517.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of BPER International SICAV (the "Company") which will be held at the administrative office of the Company, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, on May 21, 2008 at 11.00 a.m. (the "Meeting") with the following agenda:

Agenda:

1. Hearing and approval of the reports of the Board of Directors and of the Auditor of the Company.
2. Approval of the audited accounts of the Company for the financial year ended December 31, 2007.
3. Decision on allocation of net profits.
4. Discharge of the Directors and of the Auditor in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended December 31, 2007.
5. Election and remuneration of the Members of the Board of Directors.
6. Appointment of the Auditor.
7. Miscellaneous.

Notes

The resolutions on the agenda of the Meeting do not require any quorum and are passed by majority of the votes expressed by the shareholders present or represented at the Meeting.

Holders of bearer shares may vote at the Meeting:

* in person by producing at the Meeting a certificate of deposit issued by the custodian bank, UBS (Luxembourg) S.A., which will be issued to them against deposit of their share certificates. The share certificates must be deposited with UBS (Luxembourg) S.A. at the latest on May 16, 2008.

* by proxy by completing the proxy form which will be made available to them against deposit of said share certificates. The proxies must be sent to UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. and have to be in the possession of BPER International SICAV c/o UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. at the latest on May 16, 2008.

Share certificates so deposited will be retained until the day after the Meeting or any adjournment thereof will have been concluded.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2008057095/755/33.

Tourist Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 40.784.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 23 mai 2008 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2007.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008057107/1023/17.

C.D.G. Participations S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 17.954.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 16 mai 2008 à 10h00 au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 29 février 2008;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2008047047/1017/15.

Hibiscus S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 37.665.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, le 26 mai 2008 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2007,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,

5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008057102/833/18.

Immobilier Logistik, Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 130.642.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, le 26 mai 2008 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2007,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008057104/833/18.

Varama Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 73.091.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société en date du 29 mai 2008 à 14.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et acceptation des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration.
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008057111/802/17.

Peony S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 12, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 98.392.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 15 mai 2008 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilans, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2007
3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915

5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008054156/788/18.

Nikko Global Umbrella Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 53.436.

Shareholders of NIKKO GLOBAL UMBRELLA FUND (the "Fund") are hereby informed that the
ANNUAL GENERAL MEETING

of the fund will be held at 9A, rue Robert Stümper, Luxembourg, on *May 13th 2008* at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission and approval of the Management Report of the Board of Directors;
2. Submission and approval of the Statutory Auditor's report;
3. Submission and approval of the annual accounts for the year ending 31st December 2007;
4. Allocation of the results;
5. Discharge to the Directors for the performance of their duties during the year ending 31st December 2007;
6. Statutory elections;
7. Miscellaneous.

Shareholders are informed that no quorum is required for the meeting. Any decisions taken at the meeting must be approved by the majority vote of the shares represented at the meeting.

Shareholders may act at the meeting by duly executed proxy returned to the Fund at the latest the Luxembourg Bank Business Days preceding the date of the meeting. For this purpose, proxies are available at the Registered Office of the Fund and will be sent to shareholders on request.

The annual report of the Fund is available at the Registered Office of the Fund and will be sent to shareholders on request.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2008057098/64/26.

TF International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 85.732.

The Shareholders are hereby invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held at the registered office on *May 15, 2008* at 10.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and of the Authorised Independent Auditor.
2. Approval of the annual accounts as at December 31, 2007 and allocation of the results.
3. Discharge to the Directors.
4. Discharge to the Conducting Officers of the Management Company.
5. Statutory appointments.
6. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda. Proxies are available at the registered office of the Sicav.

In order to attend this meeting, the bearer shareholders have to deposit their shares at least on *May 12, 2008* with KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2008054181/755/21.

AGEFI Luxembourg - Le Journal Financier de Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-8311 Capellen, 111B, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 28.850.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra EXTRAORDINAIREMENT en date du 23 mai 2008 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008057113/506/17.

Camberley Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 46.904.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui aura lieu le 16 mai 2008 à 11.30 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Commissaire relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 2007.
- Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2007 et du compte de profits et pertes y relatif; affectation du résultat.
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2007.
- Divers.

Pour prendre part à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur cinq jours francs au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale Statutaire au 23 Val Fleuri à Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008045611/565/19.

Zamial Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 77.361.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 15 mai 2008 à 15:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008049204/696/15.

Immobilière Orion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 93.725.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 20 mai 2008 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008049196/755/19.

Firad S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 28.212.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 28, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 16 mai 2008 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2007,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008049197/657/17.

Nifrac Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 30.252.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 15 mai 2008 à 09.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008053212/755/19.

AIG Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 84.227.

—
Die JÄHRLICHE HAUPTVERSAMMLUNG

der Anteilhaber der AIG SICAV wird am Gesellschaftssitz am 16. Mai 2008 um 15.00 Uhr stattfinden.

Tagesordnung:

1. Anhörung und Abnahme der folgenden Berichte:
 - a) Geschäftsbericht des Verwaltungsrates
 - b) Bericht des Wirtschaftsprüfers
2. Abnahme von Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2007
3. Beschluss über die Verwendung des Geschäftsergebnisses
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 2007
5. Wahl des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers für das Geschäftsjahr 2008
6. Sonstiges

Die Anteilhaber werden darauf hingewiesen, dass für Beschlüsse der Hauptversammlung kein Quorum verlangt wird und dass die Beschlüsse durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber an der Hauptversammlung gefasst werden.

AIG SICAV

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2008053612/755/22.

Fidenes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 35.419.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 15 mai 2008 à 11 heures 45 au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes ;
2. Approbation des bilans et comptes de profits et pertes aux 30/06/2006 et 30/06/2007 ;
3. Affectation des résultats ;
4. Décharge aux administrateurs et Commissaire aux Comptes ;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008052724/322/16.

Sella Capital Management, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 96.386.

Shareholders of Sella Capital Management (the "Company") are kindly convened to

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders which will be held at the registered office of the Company, 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, on 15th May 2008 at 11.00 a.m. with the following Agenda:

Agenda:

1. Approval of the management report and of the auditor's report for the fiscal year ended 31st December 2007.
2. Approval of the balance sheet and the statement of operations for the fiscal year ended 31st December 2007.
3. Allocation of the results for the fiscal year ended 31st December 2007.
4. Discharge to the Directors and to the Auditor.
5. Composition of the Board of Directors and appointment and/or reappointment of the Auditor for the fiscal year ending on 31st December 2008.
6. Miscellaneous.

Decisions on the Agenda of the Annual General Meeting duly constituted will require no quorum and will be taken on a simple majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented.

Shareholders will be allowed to attend the Meeting by giving proof of their identity, provided that they have informed the company, at its registered office (4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg / Sella Capital Management), by 12th May 2008 at the latest of their intention to attend personally the Meeting. Shareholders who could not attend personally the Meeting can be represented by any person of their convenience or by proxy; in this respect, proxies will be available at the registered office of the company. In order to be taken in consideration, duly completed and signed proxies must be received at the registered office of the company by 12th May 2008 at the latest.

The persons who will attend the Meeting, in quality of Shareholders or by proxy, will have to produce to the Board a blocked certificate of the Shares they own directly or by virtue of a proxy in the books of:

*For Luxembourg:

Sella Bank Luxembourg S.A.
4, Boulevard Royal
L-2449 Luxembourg
LUXEMBOURG

*For Italy:

Banca Sella Holding S.p.A.
Via Italia 2
I-13900 Biella
ITALIA

The Board of Directors of the Company.

Référence de publication: 2008054180/755/39.

Chronos S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 25.531.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le *16 mai 2008* à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008053438/795/15.

International Wave Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 35.511.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu jeudi *15 mai 2008* à 15.20 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège.
2. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2008055161/1267/13.

Familyfond S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 120.244.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *16 mai 2008* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008053439/795/15.

Meandre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 85.982.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *16 mai 2008* à 9.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008053441/795/15.

AIG Multilabel Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 92.052.

Die JÄHRLICHE HAUPTVERSAMMLUNG

der Anteilhaber der AIG MULTILABEL SICAV wird am Gesellschaftssitz am *16. Mai 2008* um 15.00 Uhr stattfinden.

Tagesordnung:

1. Anhörung und Abnahme der folgenden Berichte:
 - a) Geschäftsbericht des Verwaltungsrates
 - b) Bericht des Wirtschaftsprüfers
2. Abnahme von Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2007
3. Beschluss über die Verwendung des Geschäftsergebnisses
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 2007
5. Wahl des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers für das Geschäftsjahr 2008
6. Sonstiges

Die Anteilhaber werden darauf hingewiesen, dass für Beschlüsse der Hauptversammlung kein Quorum verlangt wird und dass die Beschlüsse durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber an der Hauptversammlung gefasst werden.

AIG MULTILABEL SICAV

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2008053617/755/22.

CMPI Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 14.694.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *15 mai 2008* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2007
3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008054153/788/17.

Rodabelvue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 12, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 98.344.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *15 mai 2008* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilans, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2007
3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008054158/788/18.

Imprenex Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 133.155.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme IMPRENEX LUXEMBOURG S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, *14 mai 2008* à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2007.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008055163/750/15.

HRK Invest, Fonds Commun de Placement.

Die Axxion S.A., H.R. Luxembourg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft des Organismus für gemeinsame Anlagen HRK INVEST, der den Bestimmungen des Teil II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der Banque de Luxembourg S.A., Luxembourg, als dessen Depotbank beschlossen, das Sonderreglement des Teilfonds zum 10. März 2008 zu ändern.

Das Sonderreglement wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. März 2008.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2008040326/7/18.

Enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2008, réf. LSO-CO08740. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080048696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2008.

HRK Invest, Fonds Commun de Placement.

Die Axxion S.A., H.R. Luxembourg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft des Organismus für gemeinsame Anlagen HRK INVEST, der den Bestimmungen des Teil II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der Banque de Luxembourg S.A., Luxembourg, als dessen Depotbank beschlossen, das Verwaltungsreglement des Fonds zum 10. März 2008 zu ändern.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. März 2008.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2008042979/7/18.

Enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2008, réf. LSO-CO08737. - Reçu 44,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080050647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2008.

AXA WF, Axa World Funds, Société d'Investissement à Capital Variable, (anc. Axa World Funds).

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 63.116.

In the year two thousand eight, on the twenty-fifth day of March.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg.

There was held an extraordinary meeting of the shareholders of AXA World Funds (the "Company"), having its registered office in Luxembourg, initially incorporated on December 24, 1996 under the number B 63.116, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of January 27, 1997, number 32. The articles of incorporation of the Company have been amended pursuant to several notarial needs since its incorporation, and were last amended pursuant to a notarial deed of M^e Henri Hellinckx, then notary residing in Mersch, dated 18 February 2005 and published in the Mémorial of 8 March 2005.

The meeting is opened at 10 a.m. at 49, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, under the chair of Mrs Gaëlle Schneider, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

who appointed as secretary Mrs Sandra Thomas, bank employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Candice Mayembo, bank employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

The Agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1) Amendment of the Articles of Incorporation in order to reflect the following amendments:

1. Amendment of Article 1 in order to modify the name of the Company by adding "AXA WF" to the current denomination, which shall read as follows:

" **Art. 1.** There exists among the appearing persons and all those who may become holders of shares, a company in the form of a limited liability company ("société anonyme") qualifying as a "société d'investissement à capital variable" ("Sicav") under the name of "AXA World Funds", in short "AXA WF" (the "Company")."

2. Amendment of Article 29 in order to allow the Board of Directors of the Company to close classes of Shares at its own discretion and in certain circumstances, to allow for the merger of sub-funds with other sub-funds of the Company or with another undertaking for collective investment.

2) Miscellaneous

1. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to these Minutes;

2. That a convening notice setting forth the agenda of the meeting was sent to each of the registered shareholders of the Company on 5 March 2008; and was published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, in the d'Wort and in the Tageblatt, on the 18th February 2008 on the 5th March 2008.

3. That, according to the attendance list, out of 112,025,844 shares in issue, 46,238.50 shares are present or represented.

4. The Chairman informs the meeting that a first extraordinary general meeting had been convened with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, for 14 February, 2008 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained.

That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda whatever the proportion of the represented capital may be. Furthermore the resolution on each item of the agenda shall be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting.

Then the general meeting (hereinafter the "General Meeting"), after deliberation, took the following resolutions by more than two thirds of the votes:

First resolution

The General Meeting decides to amend Article 1 to be read as follows:

"There exists among the appearing persons and all those who may become holders of shares, a company in the form of a limited liability company ("société anonyme") qualifying as a "société d'investissement à capital variable" ("Sicav") under the name of "AXA World Funds", in short "AXA WF" (the "Company")."

Second resolution

The General Meeting decides to amend Article 29 to be read as follows:

"In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares in proportion of their holding of Shares. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the Law of 2002. After the liquidation period, the unclaimed assets will be deposited with the Caisse de Consignation to the benefit of the shareholders.

In the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of Shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of Shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the Board may decide to redeem all the Shares of the relevant class or classes at the Net Asset Value per Share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered shareholders shall be notified in writing; the Company shall inform holders of bearer Shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the Board, unless these shareholders and their addresses are known to the Company. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of Shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal

from the Board, to redeem all the Shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided by the second paragraph of this Article, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment organised under the provisions of Part I of the Law of 2002 or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to redesignate the Shares of the class or classes concerned as Shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the second paragraph of this Article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their Shares, free of charge, during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of Shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting."

There being no further business on the agenda, the meeting is closed.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French translation; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French version, the English version will be prevailing.

Whereupon the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing all known by the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt-cinq mars.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'AXA World Funds (la "Société"), ayant son siège social à Luxembourg, enregistré au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 63.116 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") du 27 janvier 1997, numéro 32. Les statuts de la Société ont été modifiés suivant plusieurs actes reçus devant notaire depuis sa constitution, et ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par M^e Henri Hellinckx, alors notaire résidant à Mersch, en date du 18 février 2005 et publié au Mémorial du 8 mars 2005.

L'assemblée est ouverte à 10.00 heures, au 49, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, sous la présidence de Madame Gaëlle Schneider, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Qui nomme comme secrétaire Madame Sandra Thomas, employée de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Candice Mayembo, employée de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Modification des Statuts afin de refléter les modifications suivantes:

1. Modification de l'Article 1^{er} afin de changer le nom de la Société en ajoutant "AXA WF" à la dénomination actuelle, comme suit:

" **Art. 1^{er}** . Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable ("Sicav") sous la dénomination de "AXA World Funds", en abrégé "AXA WF" (la "Société")."

2. Modification de l'Article 29 afin de donner la possibilité au Conseil d'administration de la Société de clôturer des classes d'Actions de manière discrétionnaire et d'autoriser dans certaines circonstances l'apport de compartiments à d'autres compartiments de la Société ou avec un autre organisme de placement collectif.

2) Divers.

1. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

2. Les actionnaires nominatifs ont été convoqués à assister à la présente assemblée par lettre missive détaillant l'ordre du jour et envoyée en date du 5 mars 2008 et par convocation publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, au d'Wort et au Tageblatt en date du 18 février 2008 et du 5 mars 2008.

3. Il apparaît, selon la liste de présence, que sur les 112.025.844 actions en circulation, 46.238,50 actions sont présentes ou représentées.

4. Le Président informe l'Assemblée qu'une première assemblée générale extraordinaire, ayant eu le même ordre du jour que la présente assemblée, a été convoquée pour le 14 février 2008 et que les conditions de quorum pour voter les points à l'ordre du jour n'étaient pas remplies.

La présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour quelque soit la proportion du capital social représenté. Par ailleurs, les résolutions sur chaque point porté à l'ordre du jour pourront être adoptées par le vote affirmatif de deux tiers au moins des votes émis lors de la présente assemblée.

Après délibération, l'assemblée générale (ci-après "Assemblée Générale") prend les résolutions suivantes par le vote affirmatif de plus de deux tiers des voix:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 1^{er} comme suit:

"Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable ("Sicav") sous la dénomination de "AXA World Funds", en abrégé "AXA WF" (la "Société")."

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 29 comme suit:

"En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé cette dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Le produit net de liquidation de chaque classe d'Actions sera distribué par les liquidateurs aux propriétaires des Actions en proportion du nombre d'Actions qu'ils détiennent.

Au cas où, pour quelque raison que ce soit, la valeur de l'ensemble des avoirs nets dans un Compartiment ou une classe d'actions au sein d'un Compartiment n'atteint pas ou tombe sous un montant considéré par le Conseil comme étant le seuil minimum en-dessous duquel ce Compartiment ou cette classe d'Actions ne peuvent plus fonctionner d'une manière économiquement efficiente, ou en cas de changement significatif de la situation politique, économique ou monétaire ou afin de procéder à une rationalisation économique, le Conseil pourra décider de procéder au rachat forcé de toutes les Actions de la (des) classe(s) concernée(s) à la Valeur Nette d'Inventaire par Action applicable (compte tenu des prix et des dépenses réels de réalisation des investissements), calculée au Jour d'Évaluation lors duquel cette décision prendra effet. La Société enverra un avis aux actionnaires de la (des) classe(s) d'Actions concernées avant la date effective du rachat forcé, qui indiquera les raisons motivant ce rachat de même que les procédures s'y appliquant: les actionnaires nominatifs seront informés par écrit; la Société informera les détenteurs d'Actions au porteur par voie de publication d'un avis dans les journaux déterminés par le Conseil, à moins que la Société ne connaisse ces actionnaires et leurs adresses. Sauf décision contraire prise dans l'intérêt des actionnaires ou afin de maintenir l'égalité de traitement entre ceux-ci, les actionnaires du Compartiment ou de la classe d'Actions concerné(e) pourront continuer à demander le rachat ou la conversion sans frais de leurs Actions (mais compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements), jusqu'à la date d'effet du rachat forcé.

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil au paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires de la (ou des) classe(s) d'Actions émise(s) au titre d'un Compartiment pourra, dans toutes les circonstances, sur proposition du Conseil, racheter toutes les Actions de la (ou des) classe(s) concernée(s) émises dans ce Compartiment et rembourser aux actionnaires la Valeur Nette d'Inventaire de leurs Actions (compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements), calculée au Jour d'Évaluation lors duquel une telle décision prendra effet. Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales des actionnaires et les résolutions pourront être prises par le vote affirmatif de la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votant à cette assemblée.

Les avoirs qui ne seront pas distribués à leurs bénéficiaires lors du rachat, seront déposés auprès du Dépositaire pour une période de six mois après ce rachat; passé ce délai, les avoirs seront versés auprès de la Caisse de Consignation pour compte de leurs ayants droit.

Dans les mêmes circonstances que celles décrites au second paragraphe de cet article, le Conseil pourra décider d'apporter les avoirs d'un Compartiment à ceux d'un autre Compartiment au sein de la Société ou à ceux d'un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois organisé selon la Partie I de la Loi de 2002 ou à ceux d'un

compartiment d'un tel autre organisme de placement collectif (le "nouveau Compartiment" et de requalifier les Actions de la ou des classe(s) concernée(s) comme Actions d'une ou de plusieurs nouvelle(s) classe(s) (suite à une scission ou à une consolidation, si nécessaire, et au paiement de tout montant correspondant à une fraction due aux actionnaires). Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite au second paragraphe du présent article (laquelle publication mentionnera, en outre, les caractéristiques du nouveau Compartiment), un mois avant la date d'effet de la fusion afin de permettre aux actionnaires qui le souhaiteraient de demander le rachat ou la conversion de leurs Actions, sans frais, pendant cette période.

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires de la ou des classe(s) d'Actions émises au titre du Compartiment pourra décider d'apporter les avoirs et engagements attribuables au Compartiment concerné à un autre Compartiment au sein de la Société. Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales et les résolutions pourront être prises par le vote affirmatif de la majorité simple des Actions présentes ou représentées à de telles assemblées."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le Notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, reconnaît par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent procès-verbal est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. SCHNEIDER, S. THOMAS, C. MAYEMBO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C, le 1^{er} avril 2008. Relation: LAC/2008/13340. — Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008048606/242/216.

(080054183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2008.

AXA WF, Axa World Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 63.116.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008048609/242/10.

(080055695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Valiance Infrastructure Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.793.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the ninth April.

Before Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

- "Phoenix Partners Srl", whose registered office is at Via Maggi Carlo Maria 2, 20154 Milan, Italy, represented by Mrs Anne-Gaëlle DELABYE, lawyer, residing in L-2314 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Milan on 3 April 2008.

- "Flandria Participations Financières SA", whose registered office is at Avenue Louise 149, 1050 Bruxelles, Belgium represented by Mrs Anne-Gaëlle DELABYE, previously named, by virtue of a proxy given in Brussels on 3 April 2008.

The aforementioned proxies will remain attached to this document to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their above-stated capacities, have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited liability company ("société anonyme"), which they declare organised among themselves:

Preliminary Section - Definitions

The following terms shall have the meaning as set out hereafter whenever used herein with initial capital letters:

"A Shareholder" means Phoenix Partners Srl;

"A Director" means a director nominated by the holder of A Shares;

"A Share" means a class "A" share of par value Euro 50 in the share capital of the Management Company;

"Affiliate" means, in respect of a Person, any Person directly or indirectly controlling, controlled by, or under common control with, such Person;

"Article" means an article of the present Articles of Incorporation;

"Articles of Incorporation" means the present articles of incorporation;

"B Shareholder" means Flandria Participations Financières SA;

"B Director" means a director nominated by the holder of B Shares;

"Board" means the board of directors of the Management Company;

"B Share" means a class "B" share of par value Euro 50 in the share capital of the Management Company;

"Business Day" means any day when banks in Luxembourg are open for the transaction of normal business;

"Director" means a director appointed to the Board in accordance with these Articles;

"Euro" or "EUR" means the lawful currency of the European Union that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community as amended by the Treaty on European Union and as amended by the Treaty of Amsterdam;

"Person" means a corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or other legal entity falling within the concept of a well-informed investor within the meaning of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds;

"Share(s)" means the A Shares and the B Shares and any shares issued in exchange for those shares or by way of conversion or reclassification, and any shares representing or deriving from those shares as a result of any increases in or reorganization or variation of the capital of the Management Company;

"Shareholder" means the holder of A Shares and the holder of B Shares.

Title I. Name, Purpose, Duration, Registered Office

Art. 1. There is hereby formed by those present between the parties noted above and all persons and entities who may become Shareholders in future a company in the form of a société anonyme under the name of "Valiance Infrastructure Management Company S.A." (the "Management Company").

Art. 2. The purpose of the Management Company is the creation, the promotion, the administration and the management of "Valiance Infrastructure Fund", Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé, constituted under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Fund").

The Management Company shall carry out any activities connected with the management, administration, marketing and promotion of the Fund. It may on behalf of the Fund or the relevant Sub-Fund enter into any contracts, borrow, purchase, sell, exchange and deliver any securities, property and, more generally, assets constitutive of authorised investments of the Fund or the relevant Sub-Fund, proceed to or initiate any registrations and transfers in its name or in third parties' name in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Fund or the relevant Sub-Fund and the holders of units of the Fund or the relevant Sub-Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the Fund or the relevant Sub-Fund. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Management Company may also manage its own assets on an ancillary basis and may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth by the Luxembourg laws and regulations and, in particular, the provisions of chapter 14 of the Luxembourg law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investments as amended from time to time (the "2002 Law").

Art. 3. The Management Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Management Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same municipality, the registered office of the Management Company may be transferred by a resolution of the Board. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board after having received Shareholders consent.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Management Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Management Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office abroad, will remain a Luxembourg company.

Title II. Share Capital, Shares

Art. 5. The Management Company's share capital is fixed at one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-), represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) A Shares and one thousand two hundred and fifty (1,250) B Shares, each with a par value of fifty Euro (EUR 50.-) per Share.

The two thousand five hundred Shares have all been fully paid in cash.

The share capital may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders of the Management Company in the manner provided for amendments of these Articles of Incorporation.

Shares will only be issued in registered form and will be inscribed in the register of Shares, which is held by the Management Company or by one or more persons on behalf of the Management Company. The Board reports the name and address of the owners and usufructuaries of the nominal Shares. If the owner or usufructuary of the Shares is a legal person, the name of the subjects that are the effective direct or indirect economic beneficiaries of the Shares and are in the control chain of the same shall be disclosed to the Management Company.

Only those inscribed in the register of Shares are considered Shareholders or usufructuaries by the Management Company.

Title III. Lock up, Dealing in Shares, Transfer of Shares

Art. 6.

A. Shareholders approval:

The transfer of the ownership or usufruct of Shares that implies a change of the economic beneficiary in the register of Shares requires approval by a general meeting of Shareholders, except for transfers in favour of parent companies or subsidiaries or, or subsidiaries of the same parent company ("infra group transfers"), as provided for by article 7, which require no approval by the general meeting.

Should the purchaser not be a physical person, at the time of its inscription in the register of Shares, it shall inform the Board about the identity of the physical persons that control it. Any subsequent change concerning these people shall be communicated spontaneously.

The general meeting may deny approval on serious grounds of incompatibility with the company purpose or in relation to the Management Company's economic independence. The general meeting may also refuse approval if the purchaser has not expressly declared that it is purchasing the Shares in its name and on its own account.

In case of refusal of approval, the legal rights of the Share shall remain tied to the person inscribed in the register of Shares.

Approval is considered granted if the general meeting does not reject the relevant application within 3 (three) months from its receipt or in case of groundless refusal.

Having heard those concerned, the general meeting may delete the inscriptions in the register of Shares that have been made on the basis of wrong indications on the purchaser. In this case, the latter must be immediately notified accordingly.

B. Limitations to the transfer of shareholding (lock up):

For the first 5 (five) years from signing these Articles of Incorporation, the Shareholders may not transfer to third parties, offer as lien or pledge, fully or partially, their shareholding in the Management Company without the prior consent of all the other Shareholders.

At the end of the lock up period, only the shareholding in its entirety may be transferred to third parties, including other Shareholders, as usufruct respectively.

C. Usufruct:

Usufruct rights may be applied to the Shares only subject to the consent of the general meeting of Shareholders.

D. Pledge:

The Shares can be pledged. The transferring of the vote to the secured creditor is subject to the consent of the general meeting of Shareholders.

Art. 7. The Shareholders may freely transfer the Shares to their parent companies or subsidiaries, or subsidiaries of the same parent company, to the physical persons who are the economic beneficiaries of the shareholding, or in the control chain of the same, respectively.

If, for whatever reason, the control relation between the original Shareholder and the transferee ceases to exist, this event must be notified (the "Notice") to the secretary of the Board by registered mail to be immediately forwarded via fax. The secretary of the Board shall inform the other Shareholders by registered mail. For the purposes of this Article, a change of control occurs if the transferor does not own more than fifty per cent of the shareholding of the transferee anymore.

The transferred Shares must be returned to the original Shareholder within 15 (fifteen) days from the termination of the control relation.

If this does not occur, the Management Company shall exclude such Shares from any legal rights, and the other Shareholders shall be granted an option for the purchase of the same Shares from the transferee, to be exercised by communication sent by registered mail forwarded immediately via fax to the chairman of the Board within 60 (sixty) days

from receiving the above mentioned Notice or otherwise becoming aware of the termination of the control relation. The secretary of the Board shall inform the transferee accordingly by registered mail. The option may be exercised at a price equal to the market value established by an independent surveyor.

Art. 8. Each Shareholder is granted a right of first refusal on the Shares another Shareholder intends to transfer to third parties, including the other Shareholders of the Management Company.

For the purposes of this article, the term "transfer" refers to any transaction, both inter vivos and mortis causa, also without compensation (including, but not limited to, sale, usufruct, gift, exchange, merger, split, conferment to the company, etc.), by virtue of which, also indirectly, the result of the transfer of the ownership and/or bare ownership and/or property rights on the Shares and/or rights of first refusal assigned to the Shareholders in case of capital increases, is obtained.

Any Shareholder intending to fully or partially transfer its Shares shall inform the secretary of the Board in writing accordingly, who in turn shall inform the other Shareholders by registered mail. The obligation of communication (the "Communication") also applies to infra group transfers.

Communication must be given by registered mail, forwarded immediately via fax and sent to the secretary of the Board. The Communication must contain:

- the name and address of the proposed third party purchaser; in the event that the third party purchaser is a company, the name of the subjects that are the effective direct or indirect economic beneficiaries of the shareholding in said company and are in the control chain of the same shall also be disclosed;

- the price offered by the third party purchaser and the terms and conditions of the offer;

- the offer to sell the above mentioned Shares to the other Shareholders at the price and under the terms and conditions offered by the third party purchaser.

In the event of infra group transfers, the Communication shall only contain the indication of the name and address of the third party purchaser.

The right of first refusal shall be exercised on the entirety of the Shares being sold.

If more than one Shareholder intends to exercise this right, the option shall be exercised in proportion to the respective shareholding.

The right of first refusal shall be exercised by the Shareholders concerned within 60 (sixty) days from receiving the Communication, with communication by registered mail, forwarded immediately via fax and sent to the secretary of the Board, who shall in turn inform the selling Shareholder by registered mail.

If no Shareholder exercises the purchase option within the set term, the selling Shareholder shall have the right to transfer the Shares to the purchaser specified in the Communication within 60 (sixty) days from the expiration of the term specified here above, at a price not lower than the price reported in the Communication and under the terms and conditions mentioned therein.

Should 60 (sixty) days pass without the sale of the Shares taking place, said transfer shall only occur if the procedure and conditions set forth by this Article are fulfilled once again.

If, during the period set to exercise the right of first refusal, or following the non exercise of the same right, in the days following the term set for the exercise of the right of first refusal until the actual transfer of the Shares or upon the expiration of the final deadline set for the above mentioned transfer, the subjects declared that direct or indirect economic beneficiaries of the shareholding in the purchasing company were to change, the Shareholder who intends to transfer its shares shall inform the Management Company and the other Shareholders of said change. Communication must be given by registered mail, forwarded immediately via fax to the chairman of the Board, who shall inform the other Shareholders by registered mail. If the communication is received by the other Shareholders after the term set to exercise the right of first refusal, but before the expiration of the term set for the transfer of the shares, the other Shareholders shall have another 60 (sixty) days from this last communication to exercise their purchase option.

If, on the other hand, transfer to the offering third party has already taken place, the other Shareholders shall be granted a purchase option on the Shares of the purchasing company, to be exercised with communication by registered mail, forwarded immediately via fax and sent to the chairman of the Board within 60 (sixty) days from receiving the above mentioned communication or becoming otherwise aware of the change in the controlling organisation. The secretary of the Board shall inform the third party purchaser by registered mail. The option is exercised at the price and under the terms and conditions reported in the Communication as above mentioned.

In case of transfer without consideration or with a consideration other than cash, fully or partially, the option may be exercised at a price equal to the market value established by an independent surveyor.

In case of transfer of the Shares due to death of one of the Shareholders, the other Shareholders shall be granted a right of first refusal for the purchase of the Shares from the heirs, to be exercised with communication by registered mail, forwarded immediately by fax and sent to the chairman of the Board within 120 (one hundred and twenty) days from being informed of the death. The chairman of the Board in turn shall inform the heirs and their representatives, if any, by registered mail. The option must be exercised at a price equal to the market value established by an independent surveyor.

In the hypotheses contemplated here above, the surveyor shall be designated by decision adopted unanimously by the Shareholders, the heirs concerned respectively, within 3 months from expressing the intention of exercising the option, the purchase right respectively. In case of failure to appoint a surveyor within the above-mentioned term, the latter shall be appointed pro tempore by the applicable Luxembourg Court, upon request of the most diligent party.

Any transfer of shares made without complying with the procedures set forth by this Article 8 shall be void and ineffective towards the Management Company, and the Board shall be unable to inscribe the purchaser of the Shares in the register of Shares.

Art. 9. In order to enable the compliance with the provisions of the Articles above to be verified, the Shareholders whose Shares are in the name of trust companies and the Shareholders with trust companies in their shareholding chain, authorise from now on the latter to provide access to data and information at any time to the chairman of the Board or a person delegated by it in writing, to carry out any necessary checks on the continued ownership of the Shares by the subject concerned.

Title IV. Deadlock and tag along right

Art. 10. If the Shareholders or the Board are unable to arrive at a decision on any matter relating to the Management Company or the Fund by reason of disagreement between themselves then a deadlock shall be deemed to have occurred in relation to the matter.

Whenever a deadlock is deemed to have occurred each Shareholder may within 30 days of the event that has given rise to the deadlock give notice in writing to the other Shareholder that in its opinion there is a deadlock ("Deadlock Notice") and identifying the matter over which the parties are deadlocked.

The Shareholders undertake that following service of the Deadlock Notice they shall each use all reasonable endeavours in good faith to resolve the dispute, or submit the matter to arbitration as described hereafter.

Any matter submitted to arbitration shall be finally settled under the Rules of Arbitration of the International Chamber of Commerce (the "ICC Rules") in effect as of the date of the arbitration. The place of the arbitration shall be Luxembourg. The language of the arbitration shall be English. The arbitral tribunal shall comprise a panel of three (3) arbitrators, one of whom will be appointed by the holder of A Shares and one of whom will be appointed by the holder of B Shares. Both arbitrators so appointed should be experienced in the private equity industry.

The third arbitrator, who shall be appointed by agreement between the arbitrator appointed by the holder of A Shares and the arbitrator appointed by the holder of B Shares, shall be (i) a member of the Institute of Chartered Accountants of England and Wales or the Chartered Institute of Arbitrators; (ii) experienced in the infrastructure industry; and (iii) neither employed by the holder of A Shares nor the holder of B Shares, nor by any of their respective Affiliates or any of their auditors. The arbitral tribunal shall have the discretion to implement appropriate procedures and organise the proceedings in a manner that facilitates any decision in an expeditious and efficient manner, giving due regard to the rights of the Shareholders to be heard and to be treated equally. The Shareholders agree that the decision entered by any arbitral tribunal shall be final and binding. If the arbitrator appointed by the holder of A shares and the arbitrator appointed by the holder of B shares are unable to agree on the appointment of the third arbitrator within 15 calendar days of their appointment, the third arbitrator will be appointed by the auditor of the Management Company.

Art. 11. Notwithstanding the provisions of Articles 6 and 8 above, if a Shareholder intends to transfer its shareholding in the Management Company to a third party, the other Shareholders shall be in turn entitled to transfer their entire shareholding under the same conditions and with the same methods specified in the following paragraphs.

In order to enable this right (the "Co-sale right") to be exercised, the transferring Shareholder shall promptly notify its intention to transfer its shareholding to the secretary of the Board in writing by registered mail. The secretary of the Board in turn shall inform the other Shareholders accordingly by registered mail.

Such communication shall disclose any terms and conditions related to the intended transfer, including, but not limited to, prices, payment methods and terms, covenants and guarantees, as well as the name and details of the intended purchaser.

Within 30 (thirty) days from receiving the communication, the other Shareholders must inform the secretary of the Board of their intention to exercise the co-sale right. The chairman of the Board shall in turn inform the transferring Shareholder by registered mail.

If the Shareholder receiving the communication expresses its intention to exercise the Co-sale right, it shall make sure that the third party purchases the shareholding held by the Shareholder who intends to exercise the Co-sale right, at the same conditions specified in the communication. If the third party purchaser does not intend to purchase also the shareholding in relation to which the Co-sale right has been legitimately exercised, the transferring Shareholder may alternatively: (i) proportionally reduce the shareholding to be transferred in a way that the other Shareholder can take part in the transfer to the third party purchaser or (ii) abstain from the transfer.

If, instead, the Shareholder who received the communication has not replied within the term specified above or has declared that it does not intend to exercise the Co-sale right, the transferring Shareholder may freely transfer its shareholding to the third party, under the terms and conditions specified in this Article, to be perfected within 90 (ninety) days from the expiration of the above mentioned term. In any case, if the transfer of the shareholding and the payment of the

price do not take place within the above mentioned term of 90 (ninety) days, the transferring Shareholder shall again abide by the provisions of this Article.

Title V. Shareholder meetings

Art. 12. Any regularly constituted meeting of the Shareholders shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of Management Company.

Art. 13. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Management Company, or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the 15th day in the month of July at 2 p.m.

If such day is not a Business Day, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders, unless otherwise provided herein.

Any decision relating to any of the following matters shall require a quorum of all the Shareholders present or represented and the unanimous approval of the Shareholders:

- amendment of the Articles of Incorporation or of the capital structure of the Management Company or the issue of further Shares or the creation of any options to subscribe for or acquire Shares;
- transfer or disposal of any Share or any interest in any Share direct or indirect by a Shareholder which implies a change of the economic beneficiary in the register of Shares, other than a transfer or disposal to parent companies, or subsidiaries, or subsidiaries of the same parent company as provided for in Article 7;
- transfer or disposal of any Share during the lock-up period in accordance with Article 6;
- the issue by the Management Company of any debenture or loan stock (whether secured or unsecured) or the creation of any mortgage, charge, lien, encumbrance or other third party right over any of the Management Company's material assets or the giving by the Management Company of any guarantee or indemnity to or becoming surety for any third party (for the avoidance of doubt, this shall not restrict the ability of the Fund itself to borrow or charge its assets);
- the merger, acquisition or winding up of the Management Company;
- allocation of net profit and any distributions to be made to the Shareholders;
- the appointment of any additional Director or re-appointment of any Director whose mandate has expired, provided that each Shareholder shall exercise its rights in order to ensure that the persons nominated by the Shareholders from time to time in accordance with Article 15 are appointed;
- the listing of the Management Company's Shares;
- the remuneration of Directors; and
- the filing of lawsuit against Directors.

In case of a Deadlock Situation, the provisions of Articles 10 shall apply.

Each Share is entitled to one vote.

A Shareholder may be represented at any meeting of Shareholders by another person (which does not need to be a shareholder and which might be a Director). The proxy established to this effect may be in writing or by cable, telegram, facsimile or e-mail transmission.

Except as otherwise required by law or provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of those present and voting.

Art. 14. The general meeting of Shareholders shall be called by the Board or by any of the Shareholders by notices containing the agenda and which will be published as required by law.

The Board will prepare the agenda, except if the meeting takes place due to the written request of Shareholders provided for by law; in such case the Board may prepare an additional agenda.

If all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The matters dealt with by the meeting of Shareholders are limited to the issues contained in the agenda (which must contain all issues prescribed by law) as well as to issues related thereto, except if all the Shareholders agree to another agenda. In case the agenda should contain the nomination of Director(s) or of the auditor, the names of the eligible Director(s) or of the auditors will be inserted in the agenda.

Title VI. Administration

Art. 15. The Management Company shall be managed by the Board.

The Board shall at all times be composed of not less than three Directors and maximum seven Director, who need not be Shareholders of the Management Company and of whom two shall be A Directors appointed by the A Shareholder,

one shall be a B Director appointed by the B Shareholder. The A Directors and the B Director may jointly appoint independent Directors.

Furthermore, to the extent that there is more than one Class A or B Shareholder, each Class A or B Shareholder holding more than 20% (twenty percent) of the share capital is entitled to appoint a Director.

The Directors shall be elected by the general meeting of Shareholders for a period not exceeding six years and until their successors are elected and take up their functions. Upon expiry of its mandate, a Director may seek reappointment.

Each Shareholder may remove at a general meeting of Shareholders a Director nominated by it and nominate a replacement Director by notice in writing to the Board and the other Shareholder, provided that no Shareholder shall nominate a replacement Director without reasonable prior consultation with the other Shareholder with a view to reaching agreement on the person to be appointed. Each Shareholder undertakes to take such actions (including, without limitation, attending and voting in general meetings) to facilitate the appointment to the Board of a replacement Director following its nomination by the other Shareholder pursuant to this Article.

At the time of completion of any sale, assignment, transfer or other disposition of the Shares held by a Shareholder (other than to an Affiliate) such Shareholder shall procure the resignation of the Director nominated by it.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders. It is being understood that an A Director may only be replaced by a Director nominated by a holder of A Shares and that a B Director may only be replaced by a Director nominated by an holder of B Shares.

The Board shall report to the Shareholders of the Management Company all relevant and necessary information on a regular basis.

Art. 16. The A Directors and B Director shall jointly nominate the chairman of the Board. The chairman shall have no casting vote.

The chairman shall preside at all meetings of the Board but in his absence or incapacity to act, the Directors present may appoint another Director to act as chairman for the purposes of the meeting.

The Board will appoint a secretary, who need not be a Director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders and exercise all powers given to it in the present Articles of Incorporation.

The Board may from time to time resolving at unanimity appoint officers of the Management Company, including a managing director, a general manager and any assistant managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Management Company. Officers need not be Directors or Shareholders of the Management Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours prior to the beginning of such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any meetings of the Board will be held in Luxembourg.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing, in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission, another Director as his proxy.

Any Director who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the Board by remote conference facility or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate or act validly only if the A Directors and B Director are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented.

Resolutions signed by all Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, telegrams, facsimile or e-mail transmissions.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any three Directors.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two Directors or by a Director together with the secretary or the alternate secretary.

Art. 17. The Board shall have power to determine the investment policy of the Fund as provided for in the Fund's prospectus and the course and conduct of the management and business affairs of the Management Company. Any decision taken by the Board to amend the Fund's investment policy and objectives set out in the special sections of the Fund's

prospectus will be taken unanimously. Any decision taken by the Board to make a particular investment or divest a particular asset or make any distribution out of the Fund shall be made by simple majority.

It is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the interests of the Management Company and of the Fund. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board.

Art. 18. The Management Company shall be bound by the joint signature of any two Directors, or by the individual signature of any Director, officer or any other person(s) to whom such signatory authority has been delegated by the Board resolving at unanimity.

Art. 19. The Board may resolve to delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Management Company (including the right to sign on behalf of the Management Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Management Company, which at their turn may delegate their powers if they are authorised to do so by the Board. For the avoidance of doubt, such delegation excludes any right to adopt decisions related to the determination of the investment policy and management of the Fund.

The Board may resolve to delegate to a service provider the functions specifically set out in the Fund's prospectus.

However, the Board's liability will not be affected by the fact that it has delegated any of its duties and the Board shall monitor, on a continuous basis, the proper execution of the delegated duties.

Art. 20. The Board may decide to create one or more Board committees. The Board will fix the rules concerning the composition, the attributions and the functioning of these Board committees. The Board committees may comprise Board members and/or external persons.

Art. 21. No contract or other transaction which the Management Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Management Company is interested in such other company or firm by a relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity, provided that the Management Company obliges itself to never knowingly sell or lend assets of the Fund to any of its Directors or officers or any company or firm controlled by them.

In the event that any Director or officer of the Management Company may have any personal interest in any contract or transaction of the Management Company other than that arising out of the fact that he is a Director, officer or employee or holder of shares or other interests of the counterparty, such director or officer shall make known to the Management Company Board such personal interest and shall not consider or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Director's or officer's personal interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

Art. 22. The Management Company may indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Management Company or, at its request, of any other company of which the Management Company is a shareholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Management Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Title VII. Accounting, Distributions

Art. 23. The operations of the Management Company and its financial situation as well as its books shall be supervised by one or more auditor(s), qualifying as réviseur(s) d'entreprises agréé(s). The auditor(s) shall be elected by the Shareholders at the annual general meeting of Shareholders for a period which shall end on the day of the following annual general meeting of Shareholders which decides upon the appointment of its (their) successor(s).

Art. 24. The accounting year of the Management Company shall begin on 1st April and shall terminate on 31 March of the following year.

Art. 25. From the annual net profit of the Management Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Management Company as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time in accordance with Article 5 hereof.

The general meeting of Shareholders shall decide each year how the remainder of the annual net profit shall be allocated and may declare dividends from time to time or instruct the Board to do so.

The Board may within the conditions set out by law unanimously resolve to pay out interim dividends.

Title VIII. Winding up, Liquidation

Art. 26. In the event of a winding-up of the Management Company decided in accordance with Article 13 hereof, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators. Liquidators may be physical persons or legal entities and are

named by the meeting of Shareholders deciding such winding-up and which shall determine their powers and their compensation.

Title IX. Amendments

Art. 27. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the respect of the quorum and majority requirements provided under Article 13 hereof.

Art. 28. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 (as amended from time to time) on commercial companies and, to the extent applicable, the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds and the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investments.

Declaration

The undersigned notary declares that the conditions enumerated in article 26 of the law of 10 August 1915 on commercial companies are fulfilled.

Transitory disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the Management Company and shall terminate on 31 March 2009.

The first annual general meeting shall be held in 2009.

Subscription and Payment

The share capital of the Management Company is subscribed as follows:

1. Phoenix Partners Srl, above named, subscribes for one thousand two hundred and fifty (1,250) A Shares, resulting in a total payment of sixty two thousand five hundred Euro (EUR 62,500.-);
2. Flandria Participations Financières SA, above named, subscribes for one thousand two hundred and fifty (1,250) B Shares, resulting in a total payment of sixty two thousand five hundred Euro (EUR 62,500.-).

Evidence of the above payments, totalling one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-), was given to the undersigned notary.

General Meeting of Shareholders

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of Shareholders which resolved as follows:

I. The following are elected as Directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts as at 31 March 2013:

- Mr Michele Positano, Via Meravigli 13, 20121 Milano, Italy, is elected as A Director;
- Mr Gianandrea Rizzieri, Via Meravigli 13, 20121 Milano, Italy, is elected as A Director;
- Mr Raffaele Agrusti, Piazza Duca degli Abruzzi 2, 34132 Trieste, Italy, is elected as B Director.

II. The following is elected as independent auditor for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts as at 31 March 2009: Ernst & Young, 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

III. The registered office of the Management Company is set at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Management Company as a result of its incorporation are estimated at approximately seven thousand euro.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing persons, in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by names, surnames, status and residence, the persons appearing signed together with the notary the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendacht, den neunten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph WAGNER, im Amtssitze zu Sassenheim (Grossherzogtum Luxemburg).

Erschienen:

- "Phoenix Partners Srl", mit Sitz in der Via Maggi Carlo Maria 2, 20154 Mailand, Italien, vertreten durch Frau Anne-Gaëlle DELABYE, Anwältin, ansässig in L-2314 Luxemburg, kraft einer am 3. April 2008 in Mailand erteilten Vollmacht.

- "Flandria Participations Financières SA", mit Sitz in der Avenue Louise 149, 1050 Brüssel, Belgien, vertreten durch Frau Anne-Gaëlle DELABYE, vorgeannt, kraft einer am 3. April 2008 in Brüssel erteilten Vollmacht.

Die vorstehenden Vollmachten bleiben dieser Urkunde beigelegt und werden zeitgleich mit dieser bei den Registerstellen eingereicht.

Die Erschienenen, handelnd in der oben jeweils genannten Eigenschaft, haben den Notar gebeten, die nachfolgende Satzung einer Aktiengesellschaft ("société anonyme") zu erstellen, deren Gründung sie hiermit erklären:

Einleitender Abschnitt - Definitionen

Die folgenden Begriffe haben die ihnen nachstehend zugewiesene Bedeutung, sofern sie in dieser Satzung mit großen Anfangsbuchstaben geschrieben werden:

"A-Aktionär" ist die Phoenix Partners Srl;

"Verwaltungsratsmitglied A" ist ein von dem Inhaber von A-Aktien bestelltes Mitglied des Verwaltungsrats;

"A-Aktie" ist eine Aktie der Klasse "A" am Grundkapital der Verwaltungsgesellschaft mit einem Nennwert von EUR 50;

"Verbundenes Unternehmen" ist in Zusammenhang mit einem sachkundigen Anleger jeder sachkundige Anleger, der den sachkundigen Anleger unmittelbar oder mittelbar beherrscht, von diesem beherrscht wird oder gemeinsam mit diesem von dem selben Dritten beherrscht wird;

"Artikel" ist ein Artikel der vorliegenden Satzung;

"Satzung" ist die vorliegende Satzung;

"B-Aktionär" ist die Flandria Participations Financières SA;

"Verwaltungsratsmitglied B" ist ein von dem Inhaber von B-Aktien bestelltes Mitglied des Verwaltungsrats;

"Verwaltungsrat" ist der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft;

"B-Aktie" ist eine Aktie der Klasse "B" am Grundkapital der Verwaltungsgesellschaft mit einem Nennwert von EUR 50

"Geschäftstag" ist ein Tag an dem Banken in Luxemburg für den normalen Geschäftsverkehr geöffnet sind;

"Verwaltungsratsmitglied" ist ein gemäß dieser Satzung bestelltes Mitglied des Verwaltungsrats;

"Euro" oder "EUR" ist die gesetzliche Währung derjenigen Staaten der Europäischen Union, die die einheitliche Währung gemäß dem Vertrag über die Gründung der Europäischen Gemeinschaften, geändert durch den Vertrag über die Europäische Union, geändert durch den Vertrag von Amsterdam, eingeführt haben;

"(Sachkundiger) Anleger" ist eine Kapitalgesellschaft, eine beschränkt haftende Gesellschaft, ein Sondervermögen, eine Personengesellschaft, ein Vermögen, ein nicht eingetragener Verein oder eine andere juristische Person (legal entity), sofern diese/r unter den Begriff des sachkundigen Anlegers im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds) fällt;

"Aktie(n)" sind die A-Aktien und die B-Aktien, sowie andere Aktien, die im Wege eines Aktientauschs, -umtausches oder einer Aktienumwandlung anstelle dieser Aktien ausgegeben werden, und andere Aktien, die aufgrund einer Erhöhung, Umgestaltung oder Veränderung des Kapitals der Verwaltungsgesellschaft an deren Stelle treten;

"Aktionär" ist der Inhaber von A-Aktien und der Inhaber von B-Aktien.

Abschnitt I. Firma, Gesellschaftszweck, Dauer des Bestehens, Sitz

Art. 1. Hiermit wird von den Erschienenen zwischen den oben genannten Parteien und allen Personen und Gesellschaften, die möglicherweise künftig Aktionäre werden, eine Gesellschaft in der Rechtsform der Aktiengesellschaft (société anonyme) mit der Firma "Valiance Infrastructure Management Company S.A." ("Verwaltungsgesellschaft") gegründet.

Art. 2. Der Zweck der Verwaltungsgesellschaft besteht in Auflegung, Erbringung von Verkaufsförderungsmaßnahmen, Verwaltung und Führung der Geschäfte des "Valiance Infrastructure Fund", eines Investmentfonds - spezialisierten Investmentfonds (Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé) nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg ("Fonds").

Die Verwaltungsgesellschaft übernimmt Tätigkeiten in Zusammenhang mit Führung der Geschäfte, Verwaltung, Marketing und Promotion des Fonds. Sie kann für den Fonds oder die jeweiligen Teilfonds Verträge abschließen, Wertpapiere oder Eigentum (property) oder allgemeiner gesprochen, aus zulässigen Anlagen bestehende Vermögenswerte des Fonds oder des jeweiligen Teilfonds leihen, kaufen, verkaufen, umtauschen und überbringen, in eigenem Namen oder im Namen Dritter Übertragungen oder Eintragungen im Aktien- oder Obligationenregister (register of shares or debentures) luxemburgischer oder ausländischer Gesellschaften durchführen oder veranlassen, und im Namen des Fonds oder des jeweiligen Teilfonds und der Inhaber von Anteilen des Fonds oder des jeweiligen Teilfonds sämtliche Rechte und Vorrechte ausüben, insbesondere Stimmrechte, die mit den Wertpapieren verbunden sind, aus denen sich die Vermögenswerte des Fonds oder des jeweiligen Teilfonds zusammensetzen. Die vorstehenden Befugnisse sind nicht als erschöpfende, sondern lediglich als erläuternde Darstellung anzusehen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann hilfsweise auch ihre eigenen Vermögenswerte verwalten und Tätigkeiten ausführen, die für die Erreichung ihres Ziels als nützlich betrachtet werden, dabei hat sie sich allerdings innerhalb der Beschränkungen zu halten, die von luxemburgischen Gesetzen und Vorschriften und insbesondere den Bestimmungen in Kapitel 14 des luxemburgischen Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (law dated 20 December

2002 on undertakings for collective investments) in der jeweils geltenden Fassung ("Gesetz von 2002") vorgegeben werden.

Art. 3. Die Verwaltungsgesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Der Sitz der Verwaltungsgesellschaft ist in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Innerhalb dieser Stadt kann der Sitz der Verwaltungsgesellschaft durch Beschluss des Verwaltungsrats verlegt werden. Zweigstellen oder andere Geschäftsstellen können in Luxemburg oder im Ausland nach Zustimmung der Aktionäre durch Beschluss des Verwaltungsrats gegründet werden.

Sofern der Verwaltungsrat feststellt, dass außergewöhnliche politische, oder militärische Entwicklungen eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, aufgrund derer Einschränkungen der üblichen Abläufe am Sitz der Verwaltungsgesellschaft oder der Kommunikation mit dem Ausland zu erwarten sind, kann der Sitz der Gesellschaft bis zu einer vollständigen Normalisierung dieser Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; derartige vorübergehende Maßnahmen lassen die Nationalität der Gesellschaft unberührt, die ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung ins Ausland eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Abschnitt II. Grundkapital, Aktien

Art. 5. Das Grundkapital der Verwaltungsgesellschaft liegt bei einhundert fünfundsiebenzigtausend Euro (EUR 125.000,-), verbrieft durch eintausendzweihundertfünfzig (1.250) A-Aktien und eintausendzweihundertfünfzig (1.250) B-Aktien, jeweils mit einem Nennwert von fünfzig Euro (EUR 50,-) pro Aktie.

Die zweitausendfünfhundert Aktien wurden sämtlich in bar voll eingezahlt.

Das Grundkapital kann durch Beschluss der Aktionäre der Verwaltungsgesellschaft in der für Änderungen dieser Satzung vorgesehenen Weise erhöht oder herabgesetzt werden.

Aktien werden nur als Namensaktien ausgegeben und im Aktienregister eingetragen, welches von der Verwaltungsgesellschaft oder einer oder mehrerer Personen im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft geführt wird. Der Verwaltungsrat teilt Name und Anschrift der Eigentümer und Nießbraucher (usufructuaries) der Namensaktien mit. Wenn der Eigentümer oder Nießbraucher der Aktien eine juristische Person ist, werden gegenüber der Verwaltungsgesellschaft die Namen derjenigen offen gelegt, die im Hinblick auf die Aktien tatsächlich unmittelbar oder mittelbar wirtschaftlich begünstigt sind oder unmittelbare oder mittelbare Kontrollbefugnisse haben (in the control chain of the same).

Nur wer im Aktienregister eingetragen ist, wird von der Verwaltungsgesellschaft als Aktionär oder Nießbraucher angesehen.

Abschnitt III. Sperrfrist, Handel mit Aktien, Übertragung von Aktien

Art. 6.

A. Zustimmung der Aktionäre:

Die Übertragung des Eigentums oder Nießbrauchs an Aktien, die eine Änderung des im Aktienregister eingetragenen wirtschaftlich Begünstigten mit sich bringt, bedarf der Zustimmung der Hauptversammlung der Aktionäre; eine Ausnahme gilt für Übertragungen an Konzernobergesellschaften oder Tochtergesellschaften, oder Tochtergesellschaften der selben Konzernobergesellschaft ("konzerninterne Übertragung") wie in Artikel 7 geregelt, bei der keine Zustimmung der Hauptversammlung erforderlich ist.

Wenn der Käufer keine natürliche Person (physical person) ist, hat er zum Zeitpunkt seiner Eintragung ins Aktienregister den Verwaltungsrat über die Identität der natürlichen Personen zu unterrichten, unter deren Kontrolle er steht. Spätere Änderungen diesbezüglich sind unaufgefordert mitzuteilen.

Die Hauptversammlung darf die Zustimmung verweigern, wenn schwerwiegende Gründe vorliegen, beispielsweise wenn die Zustimmung mit dem Gesellschaftszweck oder der wirtschaftlichen Unabhängigkeit der Verwaltungsgesellschaft nicht vereinbar wäre. Die Hauptversammlung darf die Zustimmung auch verweigern, wenn der Käufer nicht ausdrücklich erklärt hat, dass er die Aktien in eigenem Namen und auf eigene Rechnung kauft.

Wenn die Zustimmung verweigert wird, verbleiben die mit der Aktie verbundenen Rechte bei derjenigen Person, die im Aktienregister eingetragen ist.

Die Zustimmung gilt als erteilt, wenn die Hauptversammlung den jeweiligen Beschlussantrag nicht innerhalb von 3 (drei) Monaten nach Vorlage ablehnt, oder wenn sie ihn grundlos ablehnt.

Nach Anhörung der Betroffenen kann die Hauptversammlung Eintragungen im Aktienregister löschen, die aufgrund falscher Angaben über den Käufer vorgenommen wurden. In diesem Fall muss Letzterer unverzüglich davon unterrichtet werden.

B. Beschränkung der Übertragung der Aktienbeteiligung (Sperrfrist):

Während der ersten 5 (fünf) Jahre nach Unterzeichnung dieser Satzung dürfen die Aktionäre ohne die vorherige Zustimmung aller anderen Aktionäre ihre Aktienbeteiligung nicht ganz oder teilweise an Dritte übertragen oder als Sicherheit oder Pfand anbieten.

Nach Ablauf der Sperrfrist kann die Aktienbeteiligung - nur als Ganzes - an Dritte, auch andere Aktionäre übertragen oder ein Nießbrauch daran bestellt werden.

C. Nießbrauch:

Nießbrauchsrechte an den Aktien können nur mit Zustimmung der Hauptversammlung der Aktionäre bestellt werden.

D. Pfandrechte:

Die Aktien können verpfändet werden. Die Übertragung des Stimmrechts an den Gläubiger bedarf der Zustimmung der Hauptversammlung der Aktionäre.

Art. 7. Die Aktionäre können die Aktien uneingeschränkt an ihre Konzernobergesellschaften oder Tochtergesellschaften, oder an Tochtergesellschaften der selben Konzernobergesellschaft oder an natürliche Personen, die durch die Aktienbeteiligung wirtschaftlich begünstigt sind oder unmittelbare oder mittelbare Kontrollbefugnisse haben, übertragen.

Wenn - gleich aus welchem Grund - das Beherrschungsverhältnis zwischen dem ursprünglichen Aktionär und dem Übertragungsempfänger endet, ist dies dem Sekretär des Verwaltungsrats durch Einschreiben und vorab per Fax mitzuteilen ("Mitteilung (über das Ende des Beherrschungsverhältnisses)" (Notice)). Der Sekretär des Verwaltungsrats unterrichtet die anderen Aktionäre per Einschreiben. Eine Änderung der Beherrschungsverhältnisse im Sinne dieses Artikels tritt ein, wenn der übertragende Aktionär nicht mehr Eigentümer von mehr als fünfzig Prozent der Anteile des Übertragungsempfängers ist.

Die übertragenen Aktien sind innerhalb von 15 (fünfzehn) Tagen nach Beendigung des Beherrschungsverhältnisses an den ursprünglichen Aktionär zurückzugewähren.

Falls dies nicht geschieht, wird die Verwaltungsgesellschaft solchen Aktien alle mit ihnen verbundenen Rechte nehmen und den anderen Aktionären eine Option zum Kauf dieser Aktien von dem Übertragungsempfänger gewähren, die innerhalb von 60 (sechzig) Tagen nach Zugang der vorstehenden Mitteilung (über das Ende des Beherrschungsverhältnisses) oder anderweitiger Erlangung der Kenntnis vom Ende des Beherrschungsverhältnisses durch Mitteilung gegenüber dem Vorsitzenden des Verwaltungsrats auszuüben ist, die per Einschreiben und vorab per Fax erfolgt. Der Sekretär des Verwaltungsrats wird den Übertragungsempfänger insoweit durch Einschreiben unterrichten. Die Option kann zu einem Preis ausgeübt werden, der dem von einem unabhängigen Gutachter ermittelten, angemessenen Preis entspricht.

Art. 8. Jeder Aktionär erhält ein Vorkaufsrecht hinsichtlich der Aktien, die ein anderer Aktionär an Dritte zu übertragen beabsichtigt, dies gilt auch, wenn es sich um die anderen Aktionäre der Verwaltungsgesellschaft handelt.

"Übertragung" im Sinne dieses Artikels bezieht sich auf jedes Rechtsgeschäft, auch wenn dieses unentgeltlich erfolgt, sowohl unter Lebenden, als auch auf Erwerb von Todes wegen, (insbesondere Verkauf, Einräumung eines Nießbrauchs, Schenkung, Tausch, Zusammenlegung, Aufteilung, Übertragung auf die Gesellschaft usw.), kraft dessen ein anderer - auch mittelbar - das Ergebnis der Übertragung des Eigentums, des mit einem Nießbrauch belasteten Eigentums (bare ownership) und/oder sonstiger Eigentumsrechte an den Aktien und/oder Vorkaufsrechte, die den Aktionären im Falle von Kapitalerhöhungen gewährt werden.

Ein Aktionär, der beabsichtigt, seine Aktien ganz oder teilweise zu übertragen, wird den Sekretär des Verwaltungsrats davon schriftlich in Kenntnis setzen, der wiederum die anderen Aktionäre per Einschreiben unterrichtet. Die Mitteilungspflicht ("Mitteilung der Verkaufsabsicht" (Communication)) gilt auch für konzerninterne Übertragungen.

Die Mitteilung der Verkaufsabsicht hat durch Einschreiben und vorab per Fax gegenüber dem Sekretär des Verwaltungsrats zu erfolgen. Die Mitteilung der Verkaufsabsicht hat die folgenden Angaben zu enthalten:

- den Namen und die Anschrift des als Käufer vorgesehenen Dritten, falls es sich bei diesem Dritten und Käufer um eine Gesellschaft handelt, sind die Namen der Personen, die tatsächlich unmittelbar oder mittelbar wirtschaftlich begünstigt sind oder unmittelbare oder mittelbare Kontrollbefugnisse haben ebenfalls offen zu legen;
- den von dem Dritten angebotenen Kaufpreis und die Angebotsbedingungen;
- das Angebot zum Verkauf der vorstehend genannten Aktien an die anderen Aktionäre zu dem von dem Dritten angebotenen Preis und Bedingungen.

Im Falle konzerninterner Übertragungen enthält die Mitteilung der Verkaufsabsicht nur die Angabe des Namens und der Anschrift des Dritten.

Das Vorkaufsrecht wird hinsichtlich aller zum Verkauf stehenden Aktien ausgeübt.

Wenn mehr als ein Aktionär beabsichtigt, dieses Recht auszuüben, erfolgt die Ausübung der Option entsprechend der jeweiligen Aktienbeteiligung.

Das Vorkaufsrecht wird von den jeweiligen Aktionären innerhalb von 60 (sechzig) Tagen nach Erhalt der Mitteilung der Verkaufsabsicht durch Einschreiben und vorab per Fax gegenüber dem Sekretär des Verwaltungsrats ausgeübt, der wiederum den veräußernden Aktionär per Einschreiben unterrichtet.

Wenn kein Aktionär innerhalb der vorgegebenen Frist die Kaufoption ausübt, ist der veräußernde Aktionär berechtigt, die Aktien innerhalb von 60 (sechzig) Tagen nach Ablauf der Frist zu einem Preis, der nicht unter dem in der Mitteilung der Verkaufsabsicht angegebenen Preis liegt, an den in der Mitteilung der Verkaufsabsicht angegebenen Käufer zu den dort angegebenen Konditionen zu verkaufen.

Wenn 60 (sechzig) Tage vergehen, ohne dass der Verkauf der Aktien erfolgt, kann die besagte Übertragung nur stattfinden, wenn Verfahren und Bedingungen, wie in diesem Artikel beschrieben, erneut durchgeführt bzw. erfüllt werden.

Wenn während der Frist zur Ausübung des Vorkaufsrechts oder nach dessen Nichtausübung während der Tage nach der Frist zur Ausübung des Vorkaufsrechts bis zur tatsächlichen Übertragung der Aktien oder bei Ablauf der Ablauf der endgültigen Frist für die oben genannte Übertragung erklärt wird (the subjects declared), dass sich die durch den Akti-

enbesitz der Käufergesellschaft unmittelbar oder mittelbare wirtschaftlich Begünstigten ändern werden, wird der Aktionär, der beabsichtigt, seine Anteile zu übertragen, die Verwaltungsgesellschaft und die anderen Aktionäre von der besagten Änderung unterrichten. Die Mitteilung der Verkaufsabsicht hat durch Einschreiben und vorab per Fax gegenüber dem Vorsitzenden des Verwaltungsrats zu erfolgen, der die anderen Aktionäre durch Einschreiben unterrichten wird. Wenn die Mitteilung bei den anderen Aktionären nach Ablauf der Frist zur Ausübung des Vorkaufsrechts, aber vor Ablauf des Zeitraums für die Übertragung der Anteile zugeht, steht den anderen Aktionären ab dieser letzten Mitteilung eine weitere Frist von 60 (sechzig) Tagen zur Ausübung ihrer Kaufoption zu.

Wenn andererseits die Übertragung an den Dritten bereits erfolgt ist, wird den anderen Aktionären eine Option zum Kauf der Aktien von dem Dritten gewährt, die durch Mitteilung per Einschreiben und vorab per Fax gegenüber dem Vorsitzenden des Verwaltungsrats innerhalb von 60 (sechzig) Tagen nach Zugang der vorstehenden Mitteilung oder anderweitiger Erlangung der Kenntnis von den Änderungen bei der beherrschenden Gesellschaft auszuüben ist. Der Sekretär des Verwaltungsrats unterrichtet den Dritten per Einschreiben. Die Option wird zu dem Preis und den Konditionen ausgeübt, wie in der vorstehend genannten Mitteilung der Verkaufsabsicht angegeben.

Wenn die Übertragung ganz oder teilweise unentgeltlich oder gegen eine Gegenleistung erbracht wird, bei der es sich nicht um Geld handelt, kann die Option zu einem Preis ausgeübt werden, der dem von einem unabhängigen Gutachter ermittelten, angemessenen Preis entspricht.

Wenn die Übertragung der Aktien infolge des Todes eines der Aktionäre erfolgt, wird den anderen Aktionären ein Vorkaufsrecht zum Kauf der Aktien von den Erben eingeräumt, das durch Mitteilung per Einschreiben und vorab per Fax gegenüber dem Vorsitzenden des Verwaltungsrats innerhalb von 120 (hundertzwanzig) Tagen nach Zugang der Todesnachricht auszuüben ist. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats unterrichtet die Erben sowie ggf. deren Vertreter per Einschreiben. Die Option ist zu einem Preis auszuüben, der dem von einem unabhängigen Gutachter ermittelten, angemessenen Preis entspricht.

In den vorstehend in Betracht gezogenen hypothetischen Fällen wird der Gutachter durch einstimmig getroffene Entscheidung der Aktionäre beziehungsweise der jeweiligen Erben innerhalb von 3 Monaten bestellt, nachdem die Absicht zur Ausübung des Options- bzw. des Kaufrechts zum Ausdruck gebracht wurde. Falls innerhalb dieser Frist kein Gutachter bestellt wird, erfolgt die Bestellung auf Antrag einer Partei (upon request of the most diligent party) vorläufig durch das zuständige luxemburgische Gericht.

Eine Übertragung von Anteilen unter Außerachtlassung des in diesem Artikel 8 geregelten Verfahrens ist gegenüber der Verwaltungsgesellschaft null und nichtig, und der Verwaltungsrat kann den Käufer der Aktien nicht im Aktienregister eintragen.

Art. 9. Um die Prüfung der Einhaltung der Bestimmungen der vorstehenden Artikel zu ermöglichen, ermächtigen die Aktionäre, deren Aktien auf den Namen von Treuhandgesellschaften gehalten werden, und die Aktionäre, die Treuhandgesellschaften unter ihren Gesellschaftern haben, diese Treuhandgesellschaften, dem Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder einer von diesem schriftlich benannten Personen jederzeit Zugang zu Daten und Informationen zu gewähren, damit diese notwendige Prüfungen zu der Frage durchführen können, ob das betreffende Rechtssubjekt immer noch Eigentümer der Aktien ist.

Abschnitt IV. Stillstand von Gesprächen; Mitverkaufsrecht

Art. 10. Wenn es den Aktionären oder dem Verwaltungsrat aufgrund von Meinungsverschiedenheiten nicht gelingt, hinsichtlich einer Frage, die die Verwaltungsgesellschaft oder den Fonds betrifft, zu einer Entscheidung zu kommen, geht man davon aus, dass insoweit ein Stillstand eingetreten ist.

Wenn angenommen wird, dass ein Stillstand eingetreten ist, kann jeder Aktionäre innerhalb von 30 Tagen nach dem Ereignis, das den Stillstand verursacht hat, dem anderen Aktionär schriftlich mitteilen, dass seiner Auffassung nach ein Stillstand vorliegt ("Mitteilung vom Stillstand") und die Angelegenheit bezeichnen, bezüglich derer es zwischen den Parteien zum Stillstand gekommen ist.

Die Aktionäre verpflichten sich, nach Zustellung der Mitteilung vom Stillstand nach Treu und Glauben alle zumutbaren Anstrengungen zur Beilegung der Meinungsverschiedenheit zu unternehmen, oder die Angelegenheit wie nachstehend beschrieben zur Entscheidung im Schiedsweg vorzulegen.

Angelegenheiten, die zur Entscheidung im Schiedsweg vorgelegt werden, werden gemäß der Schiedsgerichtsordnung der Internationalen Handelskammer ("ICC-Schiedsgerichtsordnung") endgültig beigelegt. Schiedsort ist Luxemburg. Die Sprache des Schiedsverfahrens ist englisch. Das Schiedsgericht besteht aus drei (3) Schiedsrichtern, von denen einer von dem Inhaber von A-Aktien und einer von dem Inhaber von B-Aktien bestellt wird. Beide Schiedsrichter sollten über Erfahrungen in der Private-Equity-Branche verfügen.

Der dritte Schiedsrichter, der durch Vereinbarung zwischen dem vom Inhaber von A-Aktien bestellten Schiedsrichter und dem vom Inhaber von B-Aktien bestellten Schiedsrichter bestellt wird, (i) ist Mitglied des Institute of Chartered Accountants of England and Wales oder des Chartered Institute of Arbitrators; (ii) verfügt über Erfahrungen in der Infrastrukturbranche; und (iii) ist weder beim Inhaber von A-Aktien noch beim Inhaber von B-Aktien, noch bei einem von deren verbundenen Unternehmen oder einem ihrer Abschlussprüfer beschäftigt. Es liegt im Ermessen des Schiedsgerichts, geeignete Verfahrensabläufe festzulegen und das Verfahren in einer Weise zu gestalten, die eine rasche und effiziente Entscheidungsfindung erlaubt und die Rechte der Aktionäre auf Anhörung und Gleichbehandlung angemessen berücksichtig

sichtigt. Die Aktionäre vereinbaren, dass die von einem Schiedsgericht getroffene Entscheidung endgültig und verbindlich sein soll. Wenn der vom Inhaber von A-Aktien bestellte Schiedsrichter und der vom Inhaber von B-Aktien bestellte Schiedsrichter sich nicht innerhalb von 15 Kalendertagen nach ihrer Bestellung auf die Bestellung des dritten Schiedsrichters einigen können, wird der dritte Schiedsrichter vom Abschlussprüfer der Verwaltungsgesellschaft bestellt.

Art. 11. Unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 6 und 8 gilt, dass, falls ein Aktionär beabsichtigt, seine Aktienbeteiligung an der Verwaltungsgesellschaft an einen Dritten zu übertragen, die anderen Aktionäre im Gegenzug berechtigt sind, ihren jeweiligen gesamten Akteinbesitz zu den selben Konditionen und in der selben Weise zu verkaufen, wie in den folgenden Abschnitten näher beschrieben.

Um die Ausübung dieses Rechts ("Mitverkaufsrecht") zu ermöglichen, wird der übertragende Aktionär seine Absicht zur Übertragung seiner Aktienbeteiligung dem Sekretär des Verwaltungsrats sofort schriftlich und per Einschreiben mitteilen. Der Sekretär des Verwaltungsrats wird wiederum die anderen Aktionäre durch Einschreiben davon unterrichten.

In dieser Mitteilung werden die Bedingungen der beabsichtigten Übertragung offen gelegt, insbesondere Preis, Zahlungsweise und Zahlungskonditionen, Zusicherungen und Gewährleistungen, sowie Namen des vorgesehenen Käufers und nähere Angaben zu diesem.

Innerhalb von 30 (dreißig) Tagen nach Zugang der Mitteilungen haben die anderen Aktionäre den Sekretär des Verwaltungsrats zu unterrichten, wenn sie beabsichtigen, ihr Mitverkaufsrecht auszuüben. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats wird wiederum den übertragenden Aktionär per Einschreiben unterrichten.

Wenn der Aktionär, der die Mitteilung erhält, seine Absicht zum Ausdruck bringt, das Mitverkaufsrecht auszuüben, so wird er sicher stellen, dass der Dritte die Aktienbeteiligung des Aktionärs, der beabsichtigt, das Mitverkaufsrecht auszuüben, zu den Konditionen erwirbt, wie in der Mitteilung angegeben. Wenn der Dritte nicht beabsichtigt, auch die Aktienbeteiligung zu erwerben, bezüglich derer das Mitverkaufsrecht ordnungsgemäß ausgeübt wurde, so kann der übertragende Aktionär wahlweise (i) seine zu übertragende Aktienbeteiligung anteilig verringern, so dass der andere Aktionär sich an der Übertragung an den Dritten beteiligen kann, oder (ii) von der Übertragung absehen.

Wenn statt dessen der Aktionär, der die Mitteilung erhalten hat, nicht innerhalb der oben angegebenen Frist antwortet, oder wenn er erklärt hat, dass er nicht beabsichtigt, sein Mitverkaufsrecht auszuüben, steht es dem übertragenden Aktionär frei, seine Aktienbeteiligung gemäß den Bedingungen dieses Artikels an den Dritten zu übertragen, wobei das Geschäft innerhalb von 90 (neunzig) Tagen nach Ablauf der oben genannten Frist abgeschlossen werden muss (perfected). In jedem Fall gilt, dass, wenn die Übertragung des Aktienbesitz und die Zahlung des Kaufpreises nicht innerhalb der oben genannten Frist von 90 (neunzig) Tagen stattfinden, der übertragende Aktionär sich erneut an die Bedingungen dieses Artikels halten muss.

Abschnitt V. Hauptversammlungen

Art. 12. Durch die regulären Hauptversammlungen werden alle Aktionäre vertreten. Der Versammlung stehen die umfassendsten Befugnisse zur Anordnung, Durchführung oder Genehmigung von Maßnahmen in Zusammenhang mit den Tätigkeiten der Verwaltungsgesellschaft zu.

Art. 13. Die Jahreshauptversammlung wird gemäß luxemburgischem Recht am Sitz der Verwaltungsgesellschaft in Luxemburg, oder einem anderen, in der Einladung zur Versammlung näher angegebenen Ort in Luxemburg am 15. Juli um 14.00 Uhr abgehalten.

Wenn dieser Tag kein Geschäftstag ist, wird die Jahreshauptversammlung am nächsten, darauf folgenden Geschäftstag abgehalten. Die Jahreshauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach Auffassung des Verwaltungsrats aufgrund außerordentlicher Umstände erforderlich ist.

Die Abhaltung anderer Hauptversammlungen erfolgt an dem Ort und zu der Zeit, wie in der jeweiligen Einladung zur Versammlung gegebenenfalls angegeben.

Die rechtlichen Anforderungen an Beschlussfähigkeit und Fristen (delays) gelten für die Einladung zu und die Durchführung von Versammlungen von Aktionären, sofern nicht in dieser Satzung abweichend geregelt.

Für Beschlüsse zu den nachstehenden Fragen ist Beschlussfähigkeit der Versammlung aller anwesenden und ordnungsgemäß vertretenen Aktionäre, sowie die einstimmige Zustimmung der Aktionäre erforderlich:

- Änderung der Satzung oder der Kapitalstruktur der Verwaltungsgesellschaft oder die Ausgabe weiterer Aktien oder die Gewährung von Optionen zur Zeichnung oder zum Erwerb von Aktien;
- unmittelbare oder mittelbare Übertragung von oder Verfügung über Aktien oder Rechte an Aktien durch einen Aktionär, wenn dies eine Änderung des wirtschaftlich Begünstigten im Aktienregister mit sich bringt und wenn es sich nicht um eine Übertragung an oder Verfügung gegenüber Konzernobergesellschaften oder Tochtergesellschaften, oder Tochtergesellschaften der selben Konzernobergesellschaft im Sinne von Artikel 7 handelt;
- Übertragung von oder Verfügung über Aktien während der Sperrfrist gemäß Artikel 6;
- Ausgabe von (besicherten oder nicht besicherten) Obligationen oder Anleihen (debenture or loan stock), Bestellung von Hypotheken, Grundpfandrechten, Pfandrechten, Belastungen oder anderen Rechten Dritter an wesentlichen Vermögenswerten der Verwaltungsgesellschaft oder Übernahme einer Garantie, Freistellungsverpflichtung, Bürgschaft für Dritte durch die Verwaltungsgesellschaft (klarstellend sei an dieser Stelle festgehalten, dass die Möglichkeit des Fonds selbst zur Kreditaufnahme oder Belastung seiner Vermögenswerte dadurch nicht eingeschränkt wird)

- Fusion, Kauf oder Auflösung der Verwaltungsgesellschaft;
- Verteilung des Nettogewinns und Ausschüttungen an die Aktionäre;
- Bestellung weiterer Verwaltungsratsmitglieder oder erneute Bestellung eines Verwaltungsratsmitglieds nach Ende von dessen Amtszeit, wobei jeder Aktionär seine Rechte so ausüben wird, dass gewährleistet wird, dass die von den Aktionären gemäß Artikel 15 jeweils benannten Personen bestellt werden;
- Zulassung der Aktien der Verwaltungsgesellschaft an einer Börse;
- Vergütung der Verwaltungsratsmitglieder; und
- Klageerhebung gegen Verwaltungsratsmitglieder.

Im Falle einer Stillstandssituation gelten die Bestimmungen des Artikels 10.

Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Ein Aktionär kann sich bei einer Versammlung von Aktionären durch eine andere Person vertreten lassen (die nicht selber Aktionär sein muss, aber Verwaltungsratsmitglied sein kann). Der diesbezügliche Nachweis der Vollmacht kann schriftlich, per Telegramm, Fax, oder E-Mail erfolgen.

Sofern nicht von Rechts wegen oder nach dieser Satzung anders erforderlich, werden Beschlüsse bei einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung von Aktionären mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Art. 14. Die Hauptversammlung der Aktionäre wird vom Verwaltungsrat oder einem der Aktionäre durch Mitteilungen einberufen, die die Tagesordnung enthalten und nach Maßgabe der rechtlichen Vorgaben veröffentlicht werden.

Der Verwaltungsrat erstellt die Tagesordnung, es sei denn, die Versammlung findet auf schriftlichen Antrag der Aktionäre statt, wie von Rechts wegen vorgesehen; in diesem Fall kann der Verwaltungsrat eine ergänzende Tagesordnung erstellen.

Wenn alle Aktionäre bei einer Versammlung von Aktionären anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind, und wenn sie angeben, dass ihnen die Tagesordnung mitgeteilt wurde, kann die Versammlung ohne vorherige Mitteilung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Bei einer Versammlung von Aktionären werden nur Punkte behandelt, die auf der Tagesordnung stehen (die wiederum alle von Rechts wegen erforderlichen Punkte enthalten muss), sowie damit verbundene Angelegenheiten, außer wenn alle Aktionäre sich mit einer abweichenden Tagesordnung einverstanden erklären. Wenn die Bestellung von Verwaltungsratsmitgliedern oder Abschlussprüfern auf der Tagesordnung steht, werden die Namen der in Betracht kommenden Verwaltungsratsmitglieder oder Abschlussprüfer in der Tagesordnung angegeben.

Abschnitt VI. Verwaltung

Art. 15. Der Verwaltungsrat führt die Geschäfte der Verwaltungsgesellschaft.

Der Verwaltungsrat besteht jederzeit aus mindestens drei und höchstens sieben Verwaltungsratsmitgliedern, die keine Aktionäre der Verwaltungsgesellschaft sein müssen; und von denen zwei Verwaltungsratsmitglieder A, bestellt von dem A-Aktionär und eines ein Verwaltungsratsmitglied B, bestellt von dem B-Aktionär ist. Die Verwaltungsratsmitglieder A und das Verwaltungsratsmitglied B können gemeinsam unabhängige Verwaltungsratsmitglieder bestellen.

Außerdem ist - falls es mehr als einen Aktionär der Klasse A oder Klasse B gibt - jeder Aktionär der Klasse A oder B, der mehr als 20% (zwanzig Prozent) des Grundkapitals hält, berechtigt, ein Verwaltungsratsmitglied zu bestellen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung der Aktionäre für einen Zeitraum von höchstens sechs Jahren gewählt, und bleiben solange im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt sind und ihre Aufgaben übernehmen. Nach Ablauf der Amtszeit kann sich ein Verwaltungsratsmitglied um erneute Bestellung bemühen.

Jeder Aktionär kann durch schriftliche Mitteilung an den Verwaltungsrat und den anderen Aktionär ein von ihm benanntes Verwaltungsratsmitglied während einer Hauptversammlung der Aktionäre seines Amtes entheben und einen Ersatz benennen, wobei kein Aktionär ein Ersatz-Verwaltungsratsmitglied bestellen wird, ohne sich zuvor ordnungsgemäß mit dem anderen Aktionär mit dem Ziel beraten zu haben, zu einer Übereinkunft hinsichtlich der zu bestellenden Person zu kommen. Jeder Aktionär verpflichtet sich, Schritte zu unternehmen (insbesondere bei Hauptversammlungen teilzunehmen und abzustimmen), die die Bestellung eines Ersatz-Verwaltungsratsmitglieds ermöglichen, nachdem dieses gemäß diesem Artikel durch den anderen Aktionär benannt wurde.

Bei Vollziehung eines Verkaufs, einer Abtretung, Übertragung oder sonstigen Verfügung über die Aktien eines Aktionärs (an eine andere Person als ein verbundenes Unternehmen) wird der Aktionär den Rücktritt des von ihm benannten Verwaltungsratsmitglieds veranlassen.

Wenn das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds durch Tod, Ausscheiden aus dem Amt oder in sonstiger Weise frei wird, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder zusammenkommen und durch Mehrheitsbeschluss ein Verwaltungsratsmitglied wählen, dass die freie Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre ausgefüllt. Dabei wird vorausgesetzt, dass ein Verwaltungsratsmitglied A nur durch ein Verwaltungsratsmitglied ersetzt werden kann, das von einem Inhaber von A-Aktien benannt wurde, und dass ein Verwaltungsratsmitglied B nur durch ein Verwaltungsratsmitglied ersetzt werden kann, das von einem Inhaber von B-Aktien benannt wurde.

Der Verwaltungsrat wird den Aktionären der Verwaltungsgesellschaft alle maßgeblichen und notwendigen Informationen in regelmäßigen Bericht mitteilen.

Art. 16. Die Verwaltungsratsmitglieder A und das Verwaltungsratsmitglied B bestellen gemeinsam den Vorsitzenden des Verwaltungsrats. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats verfügt bei Stimmgleichheit nicht über eine ausschlaggebende Stimme.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz bei sämtlichen Sitzungen des Verwaltungsrats. Wenn er jedoch bei Versammlungen abwesend oder nicht handlungsfähig ist, können die anwesenden Verwaltungsratsmitglieder ein anderes Verwaltungsratsmitglied zum Vorsitzenden der jeweiligen Versammlung bestellen.

Der Verwaltungsrat bestellt einen Sekretär, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss, der für die Protokollierung von Sitzungen des Verwaltungsrats oder von Versammlungen der Aktionäre verantwortlich ist, und der sämtliche, ihm kraft dieser Satzung verliehene Befugnisse ausübt.

Der Verwaltungsrat kann jeweils durch einstimmigen Beschluss Amtsträger der Verwaltungsgesellschaft, einschließlich eines Geschäftsführers (managing director), eines General Managers oder Assistant Managers, oder sonstige Amtsträger bestellen, die für den Betrieb und die Führung der Geschäfte der Verwaltungsgesellschaft als erforderlich erachtet werden. Amtsträger müssen keine Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Verwaltungsgesellschaft sein. Die bestellten Amtsträger haben vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

Der Verwaltungsrat versammelt sich nach Einberufung durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder und an dem in der Einladung genannten Ort.

Für jede Versammlung ist den Verwaltungsratsmitgliedern eine schriftliche Einladung mit einer Tagesordnung, in der die in der jeweiligen Versammlung zu behandelnden Punkte genannt sind, spätestens 24 Stunden vor Versammlungsbeginn zu übermitteln, außer in Fällen besonderer Dringlichkeit, wobei in Einladungen zu solchen Versammlungen auf die Gründe für die Dringlichkeit hinzuweisen ist. Auf eine solche Einladung kann vorbehaltlich der Zustimmung sämtlicher Verwaltungsratsmitglieder per Telegramm, Fax oder E-Mail verzichtet werden. Für einzelne Versammlungen, deren Zeitpunkte und Ort in einem von dem Verwaltungsrat vorher durch Beschluss verabschiedeten Plan genannt sind, sind keine gesonderten Einladungen erforderlich.

Sämtliche Sitzungen des Verwaltungsrats werden in Luxemburg abgehalten.

Verwaltungsratsmitglieder können sich bei Sitzung des Verwaltungsrats aufgrund einer schriftlichen, oder per Telegramm, Fax oder E-Mail übermittelten Vollmacht von einem anderen Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen.

Verwaltungsratsmitglieder, die an dem Sitzungsort nicht anwesend sind, können an solchen Versammlungen per Fernkonferenz oder mit Hilfe ähnlicher technischer Mittel teilnehmen, wobei gewährleistet sein muss, dass sich alle an solchen Sitzungen teilnehmenden Verwaltungsratsmitglieder hören können; und eine Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise gilt als persönliche Teilnahme an der jeweiligen Sitzung.

Verhandlungen und Beschlüsse des Verwaltungsrats sind nur gültig, wenn die Verwaltungsratsmitglieder A und das Verwaltungsratsmitglied B bei einer Sitzung des Verwaltungsrats anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind. Beschlüsse sind mit der Mehrheit der bei einer Sitzung anwesenden oder ordnungsgemäß vertretenen Verwaltungsratsmitglieder zu fassen.

Von sämtlichen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnete Beschlüsse haben die gleiche Gültigkeit wie bei ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzungen gefasste Beschlüsse. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf verschiedenen Kopien eines solchen Dokuments für den jeweils gleichen Beschluss geleistet, und können schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail nachgewiesen werden.

Das Protokoll der Sitzung des Verwaltungsrats ist von dem Vorsitzenden, oder in dessen Abwesenheit, von dem nur für die jeweilige Sitzung bestellten Vorsitzenden oder von drei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

Kopien oder Auszüge aus solchen Protokollen, die gegebenenfalls in Gerichtsverfahren oder anderweitig eingereicht werden, sind vom Vorsitzenden, von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder von einem Verwaltungsratsmitglied gemeinsam mit dem Sekretär oder dem stellvertretenden Sekretär zu unterzeichnen.

Art. 17. Der Verwaltungsrat ist befugt, die Anlagepolitik des Fonds gemäß dem Fondsprospekt sowie die Richtung und Art und Weise der Führung der Geschäfte der Verwaltungsgesellschaft festzulegen. Entscheidungen des Verwaltungsrats über Änderungen der Anlagepolitik oder von Zielen, die in den Sonderabschnitten des Fondsprospekts beschreiben sind, sind einstimmig zu fassen. Von dem Verwaltungsrat getroffene Entscheidungen über eine bestimmte Anlage, eine Desinvestition in bezug auf einen bestimmten Vermögenswert oder eine Ausschüttung des Fonds sind mit einfacher Mehrheit zu fassen.

Der Verwaltungsrat ist mit den umfassendsten Befugnissen ausgestattet, um sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Interesse der Verwaltungsgesellschaft und des Fonds durchzuführen. Dem Verwaltungsrat stehen sämtliche Befugnisse zu, die kraft Gesetz oder gemäß dieser Satzung nicht ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind.

Art. 18. Die Verwaltungsgesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die alleinige Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds, Amtsträgers, oder einer oder mehrerer Personen, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch einstimmigen Beschluss des Verwaltungsrats übertragen worden ist, verpflichtet.

Art. 19. Der Verwaltungsrat kann beschließen, seine Befugnisse zur Führung des Tagesgeschäfts und der Angelegenheiten der Verwaltungsgesellschaft (einschließlich der Zeichnungsbefugnis für die Verwaltungsgesellschaft), sowie seine Befugnisse zur Durchführung von Handlungen zur Förderung von Unternehmenspolitik und -zweck auf Amtsträger der Verwaltungsgesellschaft übertragen, die wiederum entsprechende Untervollmachten erteilen können, sofern sie von dem Verwaltungsrat dazu ermächtigt sind. Zur Klarstellung sei gesagt, dass solche Untervollmachten nicht für Rechte auf die Beteiligung an Beschlussfassungen über die Anlagepolitik oder die Führung der Geschäfte des Fonds gewährt werden können.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass die Ausübung der in dem Fondsprospekt besonders genannten Funktionen auf einen Dienstleister übertragen werden kann.

Sofern der Verwaltungsrat Pflichten auf Dritte überträgt, hat dies jedoch keine Auswirkungen auf seine Haftung und der Verwaltungsrat wird die ordnungsgemäße Ausübung der übertragenen Pflichten ständig überwachen.

Art. 20. Der Verwaltungsrat kann die Gründung eines oder mehrerer Ausschüsse des Verwaltungsrats beschließen. Der Verwaltungsrat wird die Regeln bezüglich der Zusammensetzung, des Zuständigkeitsbereichs und der Übertragung von Funktionen auf solche Ausschüsse des Verwaltungsrats festlegen. Den Ausschüssen des Verwaltungsrats können Mitglieder des Verwaltungsrats und/oder externe Personen angehören.

Art. 21. Kein Vertrag und keine sonstige Transaktion, welche die Verwaltungsgesellschaft und eine andere Gesellschaft oder ein Unternehmen möglicherweise eingehen, wird dadurch beeinflusst oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder an einer solchen Gesellschaft oder einem solchen Unternehmen persönliches Interesse hat, oder Direktoren, Amtsträger oder Mitarbeiter einer solchen anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens oder einer sonstigen juristischen Person sind, wobei sich die Verwaltungsgesellschaft verpflichten muss, niemals wissentlich Vermögenswerte des Fonds an ihre Verwaltungsratsmitglieder, Amtsträger oder an von diesen kontrollierte Gesellschaften oder Unternehmen zu verkaufen oder zu verleihen.

Für den Fall, dass ein Verwaltungsratsmitglied oder Amtsträger der Verwaltungsgesellschaft ein persönliches Interesse an einem Vertrag oder einer Transaktion der Verwaltungsgesellschaft hat, das nicht aufgrund der Tatsache besteht, dass das jeweilige Verwaltungsratsmitglied oder der Amtsträger ein Verwaltungsratsmitglied, Amtsträger, Mitarbeiter oder Inhaber von Anteilen oder einer sonstigen Beteiligung an dem Vertragspartner ist, wird das jeweilige Verwaltungsratsmitglied oder der Amtsträger dem Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft ein solches persönliches Interesse anzeigen und sich an Beratungen oder Abstimmungen über den betreffenden Vertrag oder die Transaktion nicht beteiligen. Ein solcher Vertrag oder eine solche Transaktion, sowie ein gegebenenfalls bestehendes persönliches Interesse eines Verwaltungsratsmitglieds oder eines Amtsträgers sind der nächsten Hauptversammlung mitzuteilen.

Art. 22. Die Verwaltungsgesellschaft kann Verwaltungsratsmitglieder oder Amtsträger, oder deren Erben, Nachlass- oder Vermögensverwalter für angemessene Ausgaben entschädigen, die diesen im Zusammenhang mit Klagen, Prozessen oder Verfahren entstanden sind, bei denen sie gegebenenfalls deshalb Partei waren, weil sie ein Verwaltungsratsmitglied oder Amtsträger der Verwaltungsgesellschaft sind oder waren, oder, auf ihr Verlangen hin, weil sie Verwaltungsratsmitglieder oder Amtsträger einer anderen Gesellschaft sind oder waren, deren Gesellschafter oder Gläubiger die Verwaltungsgesellschaft ist und gegen die sie keinen Anspruch auf Entschädigung haben, außer wenn die jeweilige Person insoweit infolge einer Klage, in einem Prozess oder Verfahren von einem Gericht rechtswirksam wegen grober Fahrlässigkeit oder Fehlverhalten verurteilt worden ist; im Falle eines Vergleichs wird eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit der Angelegenheit gewährt, bezüglich derer der Vergleich geschlossen worden ist und der Verwaltungsgesellschaft von einem Berater zugesichert wird, dass die zu entschädigende Person ihre Pflichten nicht verletzt hat. Das beschriebene Recht auf Entschädigung schließt keine anderen Rechte aus, auf die die jeweilige Person gegebenenfalls Anspruch hat.

Abschnitt VII. Rechnungslegung, Ausschüttungen

Art. 23. Die Tätigkeiten der Verwaltungsgesellschaft und ihre finanzielle Situation sowie ihre Bücher werden von einem oder mehreren Abschlussprüfer überwacht, die als *réviseur(s) d'entreprises agréé(s)* qualifiziert und zugelassen sind. Die Abschlussprüfer werden von den Aktionären bei der Jahreshauptversammlung für einen Zeitraum gewählt, der bei der darauf folgenden Hauptversammlung endet, die über die Bestellung ihrer Nachfolger entscheidet.

Art. 24. Das Geschäftsjahr der Verwaltungsgesellschaft beginnt am 1. April und endet am 31. März jeden Jahres.

Art. 25. Von dem von der Verwaltungsgesellschaft erzielten Jahresüberschuss werden fünf Prozent (5%) in die gesetzlichen Rücklagen eingestellt. Die Einstellung von Mitteln in diese Rücklagen ist nicht weiter erforderlich, sofern und solange der in die Rücklagen eingestellte Betrag zehn Prozent (10%) des Kapitals der Verwaltungsgesellschaft gemäß Artikel 5 dieser Satzung entspricht oder gemäß Artikel 5 dieser Satzung gegebenenfalls erhöht oder herabgesetzt wird.

Die Hauptversammlung entscheidet jedes Jahr über die Verwendung des verbleibenden Teils des Jahresüberschusses, und kann insoweit die Ausschüttung von Dividenden ankündigen erklären oder den Verwaltungsrat zu einer solchen Ankündigung anweisen.

Der Verwaltungsrat kann gemäß der insoweit einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen die Ausschüttung von Zwischendividenden beschließen.

Abschnitt VIII. Abwicklung, Liquidation

Art. 26. Sofern gemäß Artikel 13 dieser Satzung ein Beschluss über die Abwicklung der Verwaltungsgesellschaft getroffen wird, ist die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchzuführen. Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen sein, und werden von der die Abwicklung beschließenden Hauptversammlung bestellt, die auch ihre Befugnisse und Vergütung festlegt.

Titel IX. Änderungen

Art. 27. Diese Satzung kann von der Hauptversammlung unter Einhaltung der in diesem Artikel 13 genannten Beschlussfähigkeits- und Mehrheitserfordernisse geändert werden.

Art. 28. Für sämtliche nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten gelten das Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 (law of 10 August 1915 ... on commercial companies) in der jeweils geltenden Fassung, und im Rahmen ihrer jeweiligen Anwendungsbereiche das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds und das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 aufgezählten Bedingungen erfüllt sind.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Verwaltungsgesellschaft und endet am 31. März 2009.
Die erste Jahreshauptversammlung wird im Jahre 2009 abgehalten.

Zeichnung und Zahlung

Das Grundkapital der Verwaltungsgesellschaft ist wie folgt gezeichnet:

1. Die oben genannte Phoenix Partners Srl zeichnet eintausendzweihundertfünfzig (1.250) A-Aktien, für die zweiundsechzigtausendfünfhundert Euro (EUR 62.500,-) zu zahlen sind;
2. die oben genannte Flandria Participations Financières SA zeichnet eintausendzweihundertfünfzig (1.250) B-Aktien, für die zweiundsechzigtausendfünfhundert Euro (EUR 62.500,-) zu zahlen sind.

Dem unterzeichneten Notar wurde ein Nachweis darüber erbracht, dass die oben genannten Zahlungen von insgesamt hundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000,-) erfolgt sind.

Hauptversammlung

Die oben genannten Personen, die Inhaber des gesamten gezeichneten Gesellschaftskapitals sind, haben unmittelbar eine von ihnen als ordnungsgemäß einberufen angesehene Hauptversammlung abgehalten, bei der sie die folgenden Beschlüsse gefasst haben:

I. Die folgenden Personen werden zu Verwaltungsratsmitgliedern für einen Zeitraum bestellt, der bis zum Ende der Hauptversammlung geht, die über den Jahresabschluss zum 31. März 2013 berät:

- Herr Michele Positano, Via Meravigli 13; 20121 Mailand, Italien, wird als Verwaltungsratsmitglied A bestellt;
- Herr Gianandrea Rizzieri, Via Meravigli 13; 20121 Mailand, Italien, wird als Verwaltungsratsmitglied A bestellt;
- Herr Raffaele Agrusti, Piazza Duca degli Abruzzi 2, 34132 Triest, Italien, wird zum Verwaltungsratsmitglied B bestellt.

II. Für einen Zeitraum, der bis zum Ende der Jahreshauptversammlung geht, die über den Jahresabschluss zum 31. März 2009 berät, wird als unabhängiger Abschlussprüfer bestellt: Ernst & Young, 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach, Großherzogtum Luxemburg.

III. Der Sitz der Verwaltungsgesellschaft befindet sich in 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ausgaben

Die von der Verwaltungsgesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf ca. siebentausend Euro geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der vorstehend genannten Personen diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, und dass dem englischen Text noch eine deutsche Version folgt; ebenfalls auf Wunsch der Erschienenen hat im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung Vorrang.

Daraufhin wurde die vorliegende notarielle Urkunde an dem eingangs genannten Tag in Luxemburg errichtet.

Nachdem die Urkunde den Erschienenen vorgelesen wurde, die dem Notar mit Vor- und Nachnamen, Personenstand und Wohnort bekannt sind, unterzeichneten die besagten Erschienenen gemeinsam mit dem Notar diese Originalurkunde.

Gezeichnet: A.-G. DELABYE, J.-J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 15. April 2008. Relation: EAC/2008/5038. — Erhalten eintausendzweihundertfünfzig Euro (1.250,- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Veröffentlichung in Mémorial, Sondersammlung für Gesellschaften und Vereinigungen.

Beles, den 16. April 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008049639/239/983.

(080057298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2008.

Fideuram Multimanager Fund, Fonds Commun de Placement.

Les modifications au règlement de gestion de FIDEURAM MULTIMANAGER FUND au 14 mars 2008 ont été déposées au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04/04/2008.

FIDEURAM GESTIONS S.A.

Signature

Référence de publication: 2008052642/275/13.

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 2008, réf. LSO-CO07569. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080051032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2008.

Euro Prudence F.T. UNITB, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

EURO PROVIDENCE SARL

Signature

Référence de publication: 2008052644/8841/11.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2008, réf. LSO-CP02159. - Reçu 95,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080051292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2008.

CCR Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 117.582.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2008.

Signatures.

Référence de publication: 2008050774/3085/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2008, réf. LSO-CP02934. - Reçu 82,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080055635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Merrill Lynch Institutional FCP, Fonds Commun de Placement.

(à partir du 28 avril 2008 BLACKROCK INSTITUTIONAL FCP-SIF)

Le règlement de gestion daté du 7 avril 2008 et entrant en vigueur le 28 avril 2008 a été déposé au Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Pour la société
BlackRock Fund Management Company
Signature

Référence de publication: 2008052538/267/15.

Enregistré à Luxembourg, le 21 avril 2008, réf. LSO-CP06907. - Reçu 44,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080060484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2008.

Hanff Frères Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 60, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 27.445.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008050775/3414/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 avril 2008, réf. LSO-CP05178. - Reçu 91,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080055738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Eden 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 137.729.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the eighth day of the month of April.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary, residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

Apax WW Nominees Limited, a limited partnership with registered office at 33 Jermyn Street, London, SW1Y6DN, United Kingdom, and registered with the UK Companies House under number 04693597, represented by M^e Habiba BOUGHABA, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 8 April 2008 (such proxy to be registered together with the present deed).

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company Eden 1 S.à r.l. ("société à responsabilité limitée") which is hereby established as follows:

Art. 1^{er}. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Eden 1 S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, including, to the extent permitted by law, in any direct or indirect parent company, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, convertible loan notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds (including convertible notes and preferred equity certificates or equivalent instruments) and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit (including up-stream or cross-stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at nine thousand nine hundred British Pounds (£ 9,900) divided nine thousand nine hundred (9,900) shares with a par value of one British Pound (£ 1) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, any transfer of shares to a person or entity which is not already a shareholder of the Company at that time is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, acquire its own shares.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not to be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated, the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by means of a circular when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature of the manager in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager (including by

way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager or in case of a board of managers by the board itself (including by way of representation).

Art. 8. Liability Managers, indemnification.

8.1 The managers are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

8.2 Subject to the exceptions and limitations listed in article, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

8.3 No indemnification shall be provided to any manager or officer:

8.3.1 Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

8.3.2 With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

8.3.3 In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

8.4 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

8.5 Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held each last Thursday of May at 2 p.m. of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, Apax WW Nominees Limited, it has subscribed and entirely paid up the nine thousand nine hundred (9,900) shares.

Evidence of the payment of the subscription price of nine thousand nine hundred British Pounds (£9,900) has been shown to the undersigned notary.

Expenses, valuation

For the purpose of the tax authorities and registration, the amount of capital is valued at € 12,416.91,-.

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately € 1,800,-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
2. The following persons are named managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

Class A Managers:

- Geoffrey Henry, Director, residing at 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, born the 5 May 1972 in Chenée (Belgium)
- Sophie Laguesse, Licenciée en droit, residing at 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg, born the 3 April 1974 in Liège (Belgium)

Class B Managers:

- Denise Fallaize, Managing director, residing at Le Campere, rue Du Campe, St Pierre Du Bois, Guernsey GY7 9DA, born the 9 December 1963 in Guernsey
- Richard Newton, Funds administration manager, residing at 33 Jermyn Street, London SW1Y 6DN, born the 5 January 1974 in Edinburgh (Scotland)

The Company will be bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

Special disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31st December 2008.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with us, the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le huit avril.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Apax WW Nominees Limited, une limited partnership avec siège social au 33 Jermyn Street, Londres, SW1Y 6DN, Royaume Uni, et inscrite au UK Companies House sous le numéro 04693597, représentée par M^e Habiba BOUGHABA, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 8 avril 2008 (laquelle procuration sera enregistrée avec le présent acte).

La partie comparante agissant ès-qualités a demandé au notaire soussigné d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée Eden 1 S.à r.l., qui est constituée par les présentes:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par le comparant et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Eden 1 S.à r.l." (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, y inclus, dans la mesure permise par la loi, dans toute société-mère, directe ou indirecte, ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autre d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations (y compris des notes convertibles et des certificats d'actions préférentielles (preferred equity certificates) ou instruments équivalents) ou de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou de toute autre manière) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre entreprise que la Société juge appropriée (y inclus upstream ou cross stream), prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à neuf mille neuf cents Livres Sterling (£9.900) divisé en neuf mille neuf cents (9.900) parts sociales d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (£ 1) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, tout transfert de parts sociales à une personne ou une entité qui n'est pas déjà un associé de la Société au moment dudit transfert est soumis à l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

La Société peut, dans la mesure permis par la loi, acquérir ses propres parts sociales.

Art. 7. Gérance. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de la classe A et les gérants de la classe B. Toute classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Toutefois, au cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir, les gérants de classe A et les gérants de classe B), toute résolution du conseil de gérance ne pourra être valablement adoptée que si elle est approuvée par la majorité des gérants incluant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature conjointe de deux des gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B (y compris par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués, par le gérant unique, ou en cas de conseil de gérance, par le conseil lui-même (y compris par voie de représentation).

Art. 8. Responsabilité des gérants, Indemnisation.

8.1 Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

8.2 Sous réserve des exceptions et limitations énumérées à l'article 8.3, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans que cette liste soit limitative, les honoraires d'avocats, frais et dépens, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

8.3 Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable:

8.3.1 En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de sa fonction;

8.3.2 Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

8.3.3 Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

8.4 Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement. Il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telles personnes. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

8.5 Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées Générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (dans la mesure où c'est permis par la loi le cas échéant) représente l'entièreté des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'entièreté du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représentée. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100% du capital social émis.

A partir du moment où la Société compte plus de 25 associés la tenue d'une assemblée générale annuelle des associés sera obligatoire. La date de la tenue de l'assemblée générale annuelle est fixée au dernier jeudi du mois de mai à quatorze (14) heures de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable l'assemblée sera tenue le jour ouvrable le plus proche.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels au 31 décembre.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être une obligation si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et paiement

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, Apax WW Nominees Limited, celle-ci a souscrit et intégralement libéré les neuf mille neuf cents (9.900) parts sociales.

Preuve du paiement du prix de souscription de neuf mille neuf cents Livres Sterling (£ 9.900) a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses, évaluation

Pour les besoins de l'enregistrement le montant du capital est estimée à €12.416,91.-.

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ € 1.800.-.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, l'unique associé a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:

Gérants de classe A:

- Geoffrey Henry, Directeur, demeurant à 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, né le 5 mai 1972 à Chenée (Belgique)
- Sophie Laguesse, Licenciée en droit, demeurant à 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg, né le 3 avril 1974 à Liège (Belgique)

Gérants de classe B:

- Denise Fallaize, Administrateur délégué, demeurant à Le Campere, Rue Du Campe, St Pierre Du Bois, Guernsey GY7 9DA, né le 9 décembre 1963 à Guernsey
- Richard Newton, Gestionnaire département administration de fonds, demeurant à 33 Jermyn Street, Londres SW1Y 6DN, né le 5 janvier 1974 à Edinbourg (Ecosse)

La Société sera engagée par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence en date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2008.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, la comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: H. Boughaba, Blanche Moutrier.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 10 AVRIL 2008, Relation: EAC/2008/4783. — Reçu soixante-deux euros huit cents. 12.416,91.- à 0,5% = 62,08.-

Le Receveur ff. (signé): M. Oehmen.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 14 avril 2008.

BLANCHE MOUTRIER.

Référence de publication: 2008050716/272/415.

(080055859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

KPMG Peat Marwick (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 31, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 102.501.

Constituée sous la forme d'une société civile, en date du 30 septembre 1983, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 308 du 4 novembre 1983. Les statuts furent modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte du notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 2 octobre 2006, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 2250 du 1^{er} décembre 2006.

Les comptes annuels au 30 septembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Carlo JENTGEN
Directeur Financier

Référence de publication: 2008050778/3261/17.

Enregistré à Luxembourg, le 27 mars 2008, réf. LSO-CO07795. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080055716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Altralux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 115.153.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008050773/1161/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 mars 2008, réf. LSO-CO08536. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080055944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Compagnie Informatique Luxembourgeoise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 60, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 22.282.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008050776/3414/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 avril 2008, réf. LSO-CP05176. - Reçu 89,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080055741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Klynveld Peat Marwick Goerdeler, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 28.124.

Constituée pardevant Maître Marc ELTER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 mai 1988, acte publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 212 du 5 août 1988, dont les statuts furent modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte du notaire Gérard LECUIT, en date du 13 décembre 2001, publié au Mémorial Recueil Spécial C numéro 627 du 23 avril 2002.

Les comptes annuels au 30 septembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Carlo JENTGEN
Directeur Financier

Référence de publication: 2008050777/3261/17.

Enregistré à Luxembourg, le 27 mars 2008, réf. LSO-CO07822. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080055614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

McKesson International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 25.000,00.

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 88.498.

L'an deux mille huit, le treizième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Decker Paul, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

A comparu

McKesson Financial Holdings II Limited, une société de droit irlandais, avec siège social à 30 Herbert Street, Dublin 2, Ireland, ayant son principal lieu d'activité à Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM DX, Bermuda, ici représentée par Camille Valentin, juriste, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 10 mars 2008 à Luxembourg,

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que McKesson Financial Holdings II Limited est l'associée unique de McKesson International S.à r.l. ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 88.498,

constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 9 juillet 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 1434 du 3 octobre 2002.

La partie comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Unique résolution

Transfert du siège social avec effet immédiat vers L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

En conséquence modification du premier paragraphe de l'article 5, des statuts, dans sa version anglaise, qui aura désormais la teneur suivante:

- dans sa version anglaise

«The registered office is established in Strassen»

- dans sa version française

«Le siège social est établi à Strassen».

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de l'augmentation de capital à environ 700,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. VALENTIN, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 mars 2008. Relation: LAC/2008/11369. - Reçu € 12.- (douze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 7 avril 2008.

Paul DECKER.

Référence de publication: 2008050718/206/44.

(080055952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Avant Invest S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 59.797.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 28 mars 2008 au siège social

Il a été décidé ce qui suit:

- Le Conseil d'Administration approuve la démission de Monsieur Dominique Léonard en sa qualité d'administrateur de la Société et décide de coopter en remplacement Mademoiselle Estelle Matera, employée privée, demeurant professionnellement 10, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

- Le mandat du nouvel administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2013.
- Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

* Messieurs Serge Tabery, Didier Schönberger, Thierry Afschrift, Madame Natacha Steuermann et Mademoiselle Estelle Matera.

Pour extrait certifié conforme
Signatures
Administrateurs

Référence de publication: 2008051001/322/21.

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2008, réf. LSO-CP04826. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080055864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Hall Luxembourg Walt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 322.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 97.375.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/04/2008.

Pour la Société

Hall Luxembourg Walt S.à r.l.

Référence de publication: 2008050769/1138/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2008, réf. LSO-CP04676. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080056041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Life One, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 102.356.

Le bilan au 31 Juli 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008050770/5484/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 avril 2008, réf. LSO-CP05362. - Reçu 107,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080056021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Maristeph S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 47.971.

Le bilan au 31/12/2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jim PENNING.

Référence de publication: 2008050803/294/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2008, réf. LSO-CP04663. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080056131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Lokris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 83.675,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 43, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 112.357.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/04/2008.

Lokris S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008050771/1138/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2008, réf. LSO-CP04677. - Reçu 34,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080056035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Sonae Sierra Brazil B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.200,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.-F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 104.462.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2008.

Sonae Sierra Brazil B.V. S.à r.l.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008050765/5267/16.

Enregistré à Luxembourg, le 10 avril 2008, réf. LSO-CP03972. - Reçu 28,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080056196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.

Weatherford Investment (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 92.661.786,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 85.552.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 22 décembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 676 du 2 mai 2002.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2008.

Weatherford Investment (Luxembourg) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008050766/8656/18.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02913. - Reçu 89,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080056094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2008.
